

# La Vie Canadienne

QUEBEC  
8 Août 1918

REVUE HEBDOMADAIRE

TOME I  
No 5

RELIGION—POLITIQUE—SCIENCES—ARTS



FOCH,  
GENERALISSIME DES ARMEES ALLIEES

# LA VIE CANADIENNE

LA VIE CANADIENNE est publiée à Québec et imprimée aux ateliers de la Cie de l'Événement, 30, rue de la Fabrique ; nom de l'éditeur : J.-E. Barnard.

## SOMMAIRE

En passant.....	Divers	Le plan de Duberger.....	Jean Ste-Foy
Le plus grave péril.....	P. Ledroit	Une semaine de guerre.....	A. Gobeil
La guerre de race et l'autre.....	Ferdinand Roy	Le Pape, la guerre et la paix.....	J.-A. Lander
La semaine liturgique.....	l'abbé J.-A. D'Amours	Les faits de la semaine.....	Joinville
Originale ouverture de session.....	Thomas Chapais	Echos et commentaires.....	Le Liseur
La mode en temps de guerre.....	M. de Saint-Genès	Tribune de nos lecteurs.....	

## “ L'ÉVÉNEMENT ”

Fondé en 1867

### Quotidien et Hebdomadaire

L'Événement a célébré le 17 mai 1917 le cinquantième anniversaire de sa fondation.

L'Événement est le doyen des journaux français du Canada.

La position de l'Événement sur le rocher de Québec est plus solide que celle de n'importe quel autre journal local. Sa circulation augmente constamment. Ses annonces prennent de la valeur de jour en jour.

Mais c'est surtout par la qualité de sa clientèle que se distingue l'Événement. Au point de vue social, au point de vue des affaires, au point de vue des idées, nos annonceurs n'auront jamais qu'à se féliciter d'avoir lié connaissance avec nos fidèles lecteurs.

### IMPRIMERIE GÉNÉRALE

Impressions et Reliure de 1<sup>ère</sup> classe

### Spécialité: FACTUMS OUVRAGES DE LUXE

Notre matériel et nos presses sont les plus modernes.

DEMANDEZ NOS PRIX TÉLÉPHONE 860

30, de la Fabrique, - - Québec.

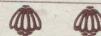
TELEPHONE Administration 860  
“ Rédaction - 959-7185

NON  
RUSTABLE  
**D & A**  
CORSET

Ce n'est plus un secret pour personne que les dames les mieux habillées ont pris l'habitude de se corseter avec le “D & A” et, c'est grâce à ce plus parfait des corsets qu'elles sont devenues élégantes même dans leurs toilettes les plus simples.

Demandez-le à votre corsetière.

L'air fait beaucoup la chanson,  
Le corset fait beaucoup la femme.



# La Vie Canadienne

REVUE HEBDOMADAIRE

TOME I

QUEBEC, 8 AOUT 1918

No 5



## EN PASSANT



### Combien vrai et bon à redire

DANS un article récent sur le deuxième congrès de la Société d'éducation des Canadiens-Français du Manitoba, l'Action catholique dit, avec autant de vérité que de courage:

Avant de se mettre à la besogne, les congressistes du Manitoba ont voté d'emblée une résolution aux Alliés, demandant à Dieu qu'il bénisse notre cause et "fasse bientôt cesser le terrible fléau européen par la victoire complète de nos vaillantes armées."

Ce vœu ardent et dans l'ordre n'a pas simplement une signification platonique. Tout d'abord, la cause française et catholique au Canada, la cause de nos frères du Manitoba n'a rien à perdre — bien au contraire ! — à être rapprochée de la cause pour laquelle "nos vaillantes armées" combattent depuis quatre ans. Il est rigoureusement vrai qu'aucun de nous n'a voulu la guerre extérieure, laquelle a été préparée minutieusement, ourdie et précipitée par l'Allemagne. Nous subissons l'agression du germanisme, une agression dont il y a peu d'exemples dans l'histoire du monde. Et l'enjeu suprême de la guerre mondiale n'est rien moins que la survivance du droit chrétien. Pareillement, les nôtres qui luttent pour leurs droits scolaires combattent pour cette chose fondamentale qui a nom le droit naturel chrétien du père de famille. Et où qu'on les conteste, le droit et la justice ne sont qu'un ; de partout ils font battre au vent des champs de bataille nos drapeaux solidaires.

Et donc, le sort de notre particularisme à nous, de ce particularisme auquel nous restons attachés à tant de titres, n'est pas, ne saurait être indifférent à l'issue beureuse du gigantesque conflit. Cette vérité est d'autant plus évidente, que la nation dont nous ne sommes que les alliés, la France meurtrie mais héroïque, joue dans cette guerre sa vie de nation missionnaire, latine et française par excellence. Un écrasement de la France ou même un simple affaiblissement de ce grand peuple, auquel nous sommes si étroitement apparentés, aura pour corollaire notre écrasement très probable, en tout cas, notre affaiblissement certain. Et c'est la Providence qui en dispose ainsi: tels sont les grands courants mondiaux et les lois d'équilibre qu'ils mettent en action,

tel fut le rejaillissement incontestable du prestige latin et français sur nous-mêmes, telles sont nos raisons communes de vivre et de durer, qu'il est dans l'ordre, puisque la cause alliée est celle de la guerre juste, que nous souhaitons "la victoire complète" des armées de la France et "de nos vaillantes armées."

### L'âme française

LE dernier numéro de notre vénérable aînée, la *Revue Canadienne*, contient la dernière partie de la très intéressante, très attachante et suggestive conférence de M. le Professeur René Gautheron, sur *Trois Professeurs Soldats*.

Ces trois professeurs soldats, morts au service de la France, au service de l'idéal qui avait pris déjà toute leur vie, tous trois professeurs de l'Université de France, tous trois aussi confesseurs, dans leur vie et leurs écrits, de la foi catholique, qui reste encore, quoi qu'on ait tenté contre elle, la foi de la France, ce sont Joseph Lotte, Maurice Masson et Philippe Gonnard.

Ce que furent, avant et pendant la guerre, ces trois professeurs soldats, comme chrétiens et comme patriotes, M. Gautheron nous le dit en quelques mots pleins et mesurés, qui comportent la leçon principale de ces trois vies si bien remplies, couronnées par une mort héroïque:

"Au sommet de tout, il y avait chez eux la vie religieuse dans le sens le plus compréhensif de ce mot. La religion était pour eux la discipline naturelle de l'esprit, l'explication suprême de tout, c'est-à-dire une libération, non une contrainte. Leur foi englobait, dominait, organisait les efforts de tous les grands esprits qui ont tendu vers la vérité complète et qui ont été chrétiens dans la mesure où ils ont pu l'être... Tous allaient au vrai avec toute leur âme... Ils savaient d'ailleurs que la foi se trouve au point où toute la générosité native du cœur humain rejoint la générosité divine, et qu'elle est obtenue non seulement par la probité de l'esprit, mais par la dignité de la vie."

Ils étaient dans l'état d'âme, à la fois humble et fier, que l'un d'eux a traduit en ces termes: "Quel mérite avons-nous à être chrétiens? Ce n'est pas par

nos efforts personnels que nous avons découvert le Christ; son baptême a prévenu notre conscience, son enseignement a devancé nos recherches. Nous sommes, dans le temps et l'espace, les favorisés du plan divin: est-ce de quoi s'enorgueillir? Ce n'est pas nous qui sommes supérieurs, ce sont nos croyances."

On peut aussi appliquer à ces trois professeurs soldats, comme à bien d'autres professeurs et à bien d'autres soldats français, le bel exposé, si judicieux, du patriotisme du regretté professeur Gonnard, tel que montré par M. Gautheron:

"Il avait le patriotisme d'un homme très instruit et très intelligent qui ne dissimule ni à lui-même ni aux autres les fautes commises, sinon par son pays, du moins au nom de son pays. Dans ces étonnantes méditations qu'il écrivait pour les instituteurs de sa province, il discernait très nettement les causes transitoires de notre faiblesse et la permanence de notre vigueur et de notre vocation. Il demandait que l'on n'exagérât point quelques pauvres scandales exploités avec amour par nos ennemis et nos envieux. Il faisait remarquer que ni l'armée française ni l'Eglise de France n'avaient perdu l'esprit de conquête, et que la première nous acquérait l'Afrique tandis que l'autre nous conservait le monde; que sur cent-quatre-vingt-dix-sept missionnaires morts en 1913, il y en avait cent trois français, et donc que la France était dans l'expansion du catholicisme, un peu plus de la moitié de la catholicité. Il ne pouvait d'ailleurs échapper à ses yeux d'historien que sa patrie avait, depuis toujours, les mêmes ennemis que le Christ. Ainsi toutes ses croyances se fondaient en une seule, et ce grand chrétien aimait dans sa patrie tout ce qu'il aimait."

Nous n'ajoutons aucune réflexion. Nous laissons au lecteur d'achever les siennes, en admirant une fois de plus l'âme de nos frères de France, l'âme française.

J.-A. L.

### Compliment inattendu

N'AYANT apparemment rien à reprocher à notre revue et voulant tout de même faire son mince possible pour l'attaquer, un petit politicien arriviste s'amusa l'autre jour à l'appeler la "revue conscriptionniste."

Le mot en lui-même ne mérite pas d'être relevé, car celui qui l'a prononcé sait bien que nous n'avons pas dit un mot de la conscription, ni de près ni de loin.

Mais il est utile tout de même de considérer le procédé employé en cette circonstance et la triste mentalité qu'il révèle.

Qu'un adversaire de notre revue soit obligé ainsi d'inventer une fausseté pour la déprécier, c'est un compliment flatteur pour nous et qui n'est pas banal.

Mais ce qui n'est pas aussi honorable pour une certaine classe de gens, c'est que, en général, dans notre vie publique, les uns inventent ainsi des faussetés et

que les autres les gobent; c'est que ce procédé, malhonnête en lui-même, tient place d'observation véridique, de discussion sérieuse, d'étude attentive des problèmes pourtant redoutables que nous avons à résoudre.

On lance un mot que l'on sait faux, mais que l'on croit propre à monter certaines imaginations, à soulever certaines passions, et le tour est joué. Tant pis pour ceux qui s'y laissent prendre.

Et c'est ainsi qu'on trompe un peuple, qu'on lui fausse l'esprit, en l'exploitant par des appels mensongers à son imagination et à ses passions; c'est ainsi qu'on lui charge l'âme de haines et de préjugés qui le dégradent. C'est ainsi qu'on prépare, sans avoir assez d'intelligence pour les prévoir, les réactions violentes que les mouvements populaires passionnés appellent toujours.

S. D.

### Paroles à retenir

EN octobre 1913, le grand et saint pontife Pie X, d'heureuse mémoire, a adressé au R. P. Le Doré les paroles suivantes:

"Je ne sais trop en quoi consistera cette affreuse tempête, cette guerre épouvantable, qui menacent le monde et qui doivent survenir ces années-ci; mais tout en vous disant que la France aura à souffrir avec l'Eglise, je puis vous affirmer que l'Eglise en sortira merveilleusement belle, et que la France victorieuse sera un des agents les plus efficaces de son magnifique triomphe."

Ces paroles sont consignées dans l'ouvrage du R. P. Le Doré: "Messager du Sacré-Cœur." (p. 123). Elles répondent parfaitement aux paroles que le même pape a prononcées en différentes circonstances, notamment au consistoire de novembre 1911.

A plusieurs reprises, sous des formes plus ou moins explicites, Pie X a annoncé: 1o la grande guerre; 2o la victoire et la conversion de la France; 3o le triomphe de l'Eglise, surtout par l'action de la France.

La grande guerre (*guerrone*), nous l'avons à la lettre, la victoire de la France et des alliés, il ne semble pas douteux qu'elle approche; la conversion de la France et le triomphe de l'Eglise ne se dessinent-ils pas un peu, n'avons-nous pas des raisons sérieuses de les espérer?

Prions avec confiance.

LOUIS DE L'ÉPÉE.

Quand une lecture vous élève l'esprit, et qu'elle vous inspire des sentiments nobles et courageux, ne cherchez pas une autre règle pour juger de l'ouvrage; il est bon et fait de main d'ouvrier.

LA BRUYÈRE

## Le plus grave Péril



LA PRESSE ASSOCIEE a publié, le 25 juillet, la dépêche suivante, venant de Dublin: "L'Irish Independent" annonce ce matin que M. l'abbé O'Flanagan, de Roscommon, vice-président de la Société des Sinn Feiners, a été suspendu par son évêque pour s'être mêlé de l'élection de East Cavan, en juin dernier, alors que Arthur Griffith, chef des Sinn Feiners, bien que sous arrêt, a été élu à la Chambre des Communes. Le successeur de M. l'abbé O'Flanagan à la cure de Crossan a été nommé; mais, dit le journal de Dublin, le peuple a refusé de recevoir le nouveau curé, barricadant la porte de l'église et déclarant que aucun prêtre ne pourra y dire la messe tant que l'évêque n'aura pas rendu sa cure à M. l'abbé O'Flanagan".

VOILA où en sont rendus bon nombre de laïques, et quelques prêtres, dans la catholique Irlande. On obéit aveuglément à des agitateurs nationalistes en mal de révolution et d'anarchie; et l'on refuse obéissance aux évêques. C'est l'esprit révolutionnaire qui entre de plain-pied dans une société catholique, et jusque dans l'Eglise. Et, pendant que l'on organise la résistance armée contre le pouvoir établi, on prie pour la paix et l'on se vante d'être les plus fidèles interprètes de la pensée du Pape.

PAREILS désordres seraient incompréhensibles, si l'expérience ne nous avait enseigné, depuis longtemps, tout ce dont est capable la passion populaire, inspirée et soulevée par la haine de race. A force d'entendre crier, sur les hustings et dans les journaux, haine à l'Angleterre, des laïques catholiques et des prêtres ont fini par trouver légitime l'agitation la plus anarchique qui ait secoué l'Irlande depuis cent ans.

L'AVEUGLEMENT de la haine a empêché ces pauvres égarés de voir la solidarité intime qui unit l'autorité civile et l'autorité religieuse. On n'a cessé, depuis quatre ans, de prêcher la révolte contre le gouvernement britannique; et l'on récolte, aujourd'hui, la désobéissance à l'autorité religieuse. Toute une paroisse irlandaise refuse de recevoir le curé envoyé par l'évêque, et cela parce que l'évêque ne veut pas tolérer que son clergé prenne part à l'agitation révolutionnaire au sein de son diocèse: on trouve sans doute le pauvre évêque trop IMPERIALISTE.

ET VOILA comment on mène un peuple catholique à la révolution.

P. LEDROIT.



## La guerre de races et l'autre



### L'étape <sup>(1)</sup>

C'EST de la race anglo-saxonne et de la race française seulement qu'il s'agit. Sans doute notre pays nourrit de nombreux enfants d'autres races, Irlandais, Italiens, Allemands, Juifs et autres qu'énumère M. Caldwell. Mais, ceux-ci, ils habitent *notre* pays, qui est anglo-français. Notre histoire et notre constitution établissent nettement cette distinction, qu'on oublie souvent mais qui demeure. Ainsi la langue anglaise et la langue française sont deux langues officielles du Canada, et les deux seules qui le soient.

Et il s'agit de la lutte dont ces deux races donnent le spectacle sur le théâtre qui est devenu leur propriété commune et indivise, au Canada. La querelle est sans doute plus ancienne, puisque, des siècles durant, l'Angleterre et la France ont été des ennemies irréductibles, et que, encore à la fin du siècle dernier, l'Angleterre mettait ses sympathies du côté du Prussien égorgeant la France. Mais la ténacité et l'ancienneté de cette antipathie ne servent aujourd'hui qu'à expliquer—sans justifier tout—la survivance et l'acuité d'un conflit dont fatalement nous devons être les victimes. Il y a des Anglais éclairés, dont la culture, à base d'études nationales solides, s'est enrichie de conceptions élevées et larges au contact des esprits supérieurs que leurs voyages ou leurs lectures les ont amenés à fréquenter,—et qui, en une sorte de vol plané dans les sphères sereines des idées, ne veulent pas voir, parce qu'elles ont leurs vilains côtés, ces luttes à la fois nationales et intestines. M. Caldwell est l'un des meilleurs exemples, et des plus sympathiques, parmi ces hommes distingués qui préfèrent détourner les yeux d'un spectacle qui leur serait pénible. Il est de ceux dont le dédain va jusqu'au mépris de la pitié à l'égard de certains compatriotes, par exemple, qui veulent la ruine de tout ce qui est français au Canada, après avoir travaillé à la ruine de la France elle-même; il ne les connaît pas et plaide pour eux folie ("I confess I do not know them, they would indeed be fools"). Mais s'il faut sans doute féliciter M. Caldwell de ce qu'il ne lit pas *l'Orange Sentinel*, il faut regretter qu'il ne lise pas non plus les *Débats* du parlement d'Ontario; car il saurait combien ils sont nombreux ceux qui ne font pas comme lui, qui

évite l'écueil de la francophobie ("I always steer clear of the fatuous subject of national differences and national prejudices"). Et il est bon, pour enrayer le mal, d'en scruter la cause et d'en constater les ravages.

Quoi qu'on fasse pour l'ignorer, le conflit existe; ce qui est plus grave, c'est qu'il subsiste depuis la guerre, et ce qui est pire que tout, c'est que cette guerre mondiale, en réunissant les adversaires sous les mêmes drapeaux, a rendu plus aiguës leurs divisions intestines. La grande dommage, c'est que nous n'ayons pas pu faire mentir le brocard: "Le meilleur moyen d'unir les hommes n'est pas de les réunir." Le grand malheur, c'est qu'aux jours de l'invasion de la Belgique, lorsque les Canadiens-Français sont allés spontanément—malgré les obstacles ajoutés à dessein à ceux qui se trouvaient déjà sur leur route—prendre les armes pour défendre à la fois le Canada, l'Angleterre et la France, tant de Canadiens-Anglais de l'Ontario leur aient tiré dans le dos. L'autre malheur et il est double—c'est que cette guerre de races, l'impérialisme en ait activé l'ardeur offensive, et que, d'autre part, la défense en ait été compromise par la tactique à tangente de certains adversaires de l'impérialisme.

Voilà, en effet, ce qui caractérise l'étape où, de part et d'autre, Canadiens-Anglais et Canadiens-Français, nous nous sommes arrêtés, lors de l'agression allemande, pour nous retourner, tous ensemble, vers l'Ennemi commun: l'impérialisme profiteur s'est saisi, pour son seul avantage, et de l'enthousiasme alors unanime pour une grande cause et de l'animosité francophobe, ce qui détermina certains partisans d'un nationalisme outré à répondre du tac au tac, à se servir contre l'impérialisme de l'arme légitime mais dangereuse du sentiment anglophobe et de l'arme franchement néfaste de la doctrine abstentionniste.

Des deux guerres où nous étions engagés au Canada, l'impérialisme accapara l'une—la guerre européenne—, pour manœuvrer l'autre—la guerre de race; le nationalisme, pour riposter, continua celle-ci, ce qui était nécessaire, mais voulut nous faire abandonner celle-là, ce qui était la plus désastreuse des manœuvres.

Le conflit des races, ainsi aggravé dans l'attaque et affaibli dans la défense, a failli faire des Canadiens-Français le seul groupe déserteur du conflit des peuples—avec, sinon comme la Russie. Que cette honte nous ait été épargnée, nous le devons à l'élan de nos jeunes gens cultivés, qui, ce printemps, en prenant du service volontaire, ont donné la seule réplique

1—A propos d'un article de M. le professeur W. Caldwell, de McGill, "A stage in the conflict of races" (*Montreal Gazette*, 6 juillet 1918, *La Vie Canadienne*, 18 juillet 1918.)

complète et définitive, et aux assauts de nos persécuteurs et aux mauvais conseils de nos défenseurs dévoyés. Mais pour s'affirmer ainsi, et poser cet acte éloquent, il leur a fallu refouler deux courants contraires qui, à leur point de rencontre, creusaient l'abîme où nous risquions de sombrer. Le péril couru n'est pas encore à ce point conjuré cependant, qu'il ne vaille la peine d'en analyser avec plus de précision les deux principaux facteurs.

### L'action impérialiste

Nous étions entraînés depuis quelques années déjà par le flot impérialiste lorsque la question s'est posée, et a tout de suite été décidée, de savoir si le Canada devait intervenir en Europe et prendre officiellement part aux hostilités. Le mouvement était déjà assez accentué, lors de l'affreuse guerre anglo-boer, pour que M. Laurier, malgré son pouvoir, n'ait pu alors manifester que des vellétés de résistance, et y ait vite cédé. Et il était malaisé, en effet, pour le chef, qui se proclamait "British to the core", de rester dans la tradition des McDonald, des Cartier et des Blake, Canadiens avant tout, et de ne pas suivre ses principaux lieutenants canadiens-anglais, qui participaient au culte de nouveau dieu. Car l'impérialisme est une doctrine et non pas un parti; c'est une religion qui recrute ses fidèles dans les deux camps politiques et qui impose ses dogmes souvent même au dommage des intérêts du parti. Et le dieu—très ancien évidemment—était nouveau pour nous en ce sens seulement que, abhorré jusque-là, ses apôtres venus de Londres et dirigés par le prophète Chamberlain, venaient de réussir à lui dresser en terre canadienne des autels dont les ors reluisants en avaient vite ébloui un grand nombre. Il était justement abhorré, puisque, par définition—qu'on se souvienne des empires romain, espagnol ou français où qu'on observe les empires allemand ou britannique—l'impérialisme tend et ne peut pas ne pas tendre, pour subsister, à agrandir, forcément aux dépens d'autrui, ses domaines, et donc à confisquer à son profit une part au moins de la liberté des Etats qu'il fait rentrer dans son orbite. Dans sa course vers ce but légitime et naturel—la liberté—le peuple canadien, état qui n'a pas encore atteint l'âge de maturité, avait donc raison de redouter les entraves que l'impérialisme allait lui mettre, les obstacles qu'il allait jeter sur sa route.

Il est inutile de redire pour quelles causes et surtout par quels moyens—pour la plupart sordides mais non pas toujours sans noblesse—il a réussi à se créer un groupe d'adhérents dont le prosélytisme a opéré des conversions aussi nombreuses que scandaleuses, et de rappeler quel zèle ont déployé, dans leur apostolat, les néophytes, sincères ou non, du tout-à-l'Empire. Si l'action impérialiste ressemble, par son pouvoir de pénétration en tous milieux, au travail de la franc-maçonnerie, elle en diffère surtout en ceci, qu'elle

ne prend plus guère la peine de s'en tenir aux seuls moyens occultes.

Et comment, en effet, cette action s'est-elle manifestée depuis la guerre?

D'abord, nous l'avions tous vu, nos hommes d'état canadiens, à chacun de leurs pèlerinages de Londres, nous revenaient moins Canadiens et plus *Britishers*. Et nous avons tous entendu leurs discours d'avant Londres et ceux d'après Londres, et nous avons constaté la même coïncidence dans l'évolution des journaux qui leur faisaient écho. Malgré les avertissements de notre presse indépendante ("indépendante", c'est-dire peut-être, comme on l'a dit, "en dehors ou exclue des partis et donc sans influence"), les propos impérialistes, partout répandus, avaient cessé de scandaliser, l'oreille s'y était faite, et, quand la guerre a éclaté, la mentalité canadienne, en Ontario surtout, était toute disposée à identifier, comme but de l'effort canadien, le triomphe de l'impérialisme britannique et la victoire des Alliés. Cependant, cette confusion de deux principes distincts—d'une part, affermissement de l'emprise centrale sur les Etats-Colonies, et d'autre part, droit à la vie libre des nations grandes ou petites—cette confusion n'avait pu se faire aussi facilement dans notre province, où nous savions bien que les jingoes de Londres favorisaient la lutte antifrançaise des Orangistes du Canada; et, si nous ne l'avions pas su, les méthodes suivies, en Angleterre et au Canada, pour enrayer l'enrôlement canadien-français, alors qu'on croyait à une guerre courte et glorieuse, nous l'auraient appris. Que l'impérialisme nous répugnât, ceux qui nous gouvernent le savaient bien, eux aussi.

Et cependant, qu'ont-ils dit et qu'ont-ils fait, lorsqu'il s'agissait d'unir le peuple dans un élan unanime pour la grande cause? C'est de nos obligations *constitutionnelles* envers l'Empire qu'ils ont surtout et à peu près exclusivement parlé; et encore en ont-ils parlé comme si ces obligations n'eussent pas au moins de droits correspondants! C'est en "coloniaux" serviles qu'ils se sont acharnés à agir! A ceux qui, de bonne foi, comme M. Caldwell, croient que l'impérialisme a désarmé, au Canada, devant le conflit mondial, je demande de relire, au hasard, n'importe lequel des discours de nos gouvernants, n'importe lequel des articles de leurs gazettes, qui tâchaient à faire consentir de nouveaux sacrifices à la guerre. Ils verront tout de suite, et partout, que le souci dominant, la préoccupation maîtresse de nos hommes publics a été de bien décalquer dans l'opinion canadienne le reflet de leurs idées—non pas canadiennes—britanniques, et de faire accepter tout nouvel effort comme nécessaire au salut—non pas du Canada—de l'Empire. Rendons-leur cette justice, qu'ils n'ont pas caché leur pensée. A les entendre, durant plus de deux années, nous nous battions, nous Canadiens, pour le *British Empire* d'abord, puis pour la *dear old England* et enfin, l'épreuve se prolongeant, pour "la douce France." Des intérêts canadiens, l'on ne s'occu-

paît guère; et c'est seulement lorsque le mot fatidique "Empire" trop "usagé", fut vidé de sa vertu stimulante que, pour faire passer le gros morceau de la conscription, l'on redécouvrit que "notre première ligne de défense était dans les Flandres".

Et enfin, on disait vrai ! Et c'était reconnaître la distinction essentielle, toujours oubliée, fondamentale, entre une guerre impérialiste quelconque—guerre de conquête—et la Grande Guerre, livrée pour la défense de notre avoir héréditaire et personnel !

Mais cette vérité féconde, on la proclamait trop tard, et ceux qui l'énonçaient avaient jusque-là fourni des preuves trop évidentes de leur seul souci impérialiste; ils étaient devenus suspects. Car ils avaient agi comme ils avaient parlé, non pas en alliés libres de proportionner aux ressources l'aide à offrir, mais en serviteurs d'empire se faisant tout petits et effacés; car ils avaient, par exemple, livré nos quatre cent mille soldats à l'Angleterre comme des *troupes britanniques*, au lieu d'associer fièrement aux armées alliées une *armée canadienne*...

On reprenait trop tard la tâche—tout de même ébauchée mais si mollement poursuivie—de démontrer que nous avions eu raison, au seul point de vue canadien, d'intervenir dans cette guerre où notre sort se jouait, et que notre intérêt bien entendu, notre honneur aussi, nous commandaient d'y rester. Le mal inévitable était fait : l'opinion s'était formée partout et était devenue en plusieurs esprits une conviction, que nous livrions une guerre anglaise, non pas canadienne; que nous n'étions pas des combattants libres, retenus seulement par la foi donnée à leurs alliés—lien aussi fort et plus digne—mais que nous étions des esclaves enchaînés au sort de la Grande-Bretagne, et qui obéissaient au *Foreign Office*.

Que ceux-là le sachent—aux Etats-Unis, en France et partout à l'étranger—qui n'ont rien compris à l'attitude canadienne-française en ces tristes temps: si notre province a eu des torts, si, suivant l'expression de M. Laurier "elle n'a pas fait son devoir" tout de suite, c'est que l'impérialisme, le même que nous avons vu faire l'injuste guerre boer, avait à ce point brouillé les idées que le véritable enjeu du conflit européen, ou bien on l'avait oublié, ou bien on le confondait avec l'enjeu de la lutte que nous soutenons pour le développement normal de notre autonomie.

Ces observations, tout le monde a pu les faire. Et cela prouve que l'impérialisme d'avant-guerre, si, comme le croit M. Caldwell, il n'est plus le même, est devenu au Canada plus dangereux, moins sournois peut-être mais plus audacieux, et qu'aux erreurs anciennes il a ajouté, depuis la guerre, la plus maladroite des fautes, celle de réduire le patrimoine commun de la civilisation, qu'il s'agit pour nous de sauvegarder, à la seule fortune de la métropole anglaise. M. Caldwell dit: "The old Imperialism is nearly as dead as the old race hatred". La comparaison seule peut sembler juste: pas plus que la haine de race l'impérialis-

me n'est mort. Car, M. Caldwell lui-même en convient, la guerre, qui eût dû nous unir, a creusé plus profond le fossé qui nous sépare, Anglais et Français d'ici; et jamais là haine n'a pris pour se manifester des formes plus violentes.

Il y a cependant un point de la discussion où il suffit pour nous mettre d'accord, de préciser davantage une pensée exprimée ailleurs et dont on a exagéré la portée critique. A la suite de MM. Squair et Will, les traducteurs de *l'Appel aux Armes*, M. Caldwell affirme que la plupart des Canadiens-Anglais qui se sont enrôlés l'ont fait spontanément, et non pas sous la pression impérialiste ("they thought little of the phantom of Imperialism"), et que c'est une erreur d'en faire la principale raison ("main motive") de leur départ pour le front. C'est absolument mon avis, et que cette erreur serait une injustice; je prie de noter que je n'ai jamais dit ni laissé entendre le contraire. Un très grand nombre de Canadiens-Anglais ont pris les armes, comme les Canadiens-Français, sans faire attention aux cris impérialistes, simplement parce que leur pays était officiellement en guerre et qu'ils jugeaient beau et nécessaire de se sacrifier pour une grande cause, celle de leur patrie menacée par l'agression barbare du Boche sur les mères-patries et par son dessein cyniquement avoué d'anéantir notre civilisation. C'est un fait patent, qu'ils seraient partis quand même on ne leur eût pas parlé du salut de l'Empire. Le reproche que j'ai adressé ailleurs déjà aux impérialisants, grands ou petits,—et qui ne vise en rien les engagés volontaires,—c'est d'avoir voulu capter la source de ce magnifique enthousiasme national, pour en tirer un profit personnel ou de parti, et de l'avoir orienté vers un but moins haut placé et aussi moins attrayant; c'est d'avoir transformé, ou plus justement, déformé en piètre démarche politique un geste noble qui était purement et saine-

ment patriotique. Voilà ce qu'il était criminel de faire, et ce que pourtant on a fait. On n'avait pas le droit, comme raison et comme but de nos sacrifices en hommes, en or et en denrées, de substituer à la Civilisation menacée l'intérêt purement britannique; devant le phare lumineux qui domine le monde, devant sa flamme vacillante qui faisait lever les têtes et battre les cœurs, on n'avait pas le droit de placer l'écran impérialiste.

C'est cette manœuvre maudite, dont je n'ai attribué la responsabilité qu'aux seuls politiciens, qui a produit ce double résultat négatif: de ralentir d'abord l'élan du début jusqu'à le paralyser, puis de pousser le chef nationaliste, partisan de la participation en 1914, à prêcher l'abstention en 1917.

### L'abstention nationaliste

Car le groupe impérialiste et certain groupe nationaliste nous ont donné, depuis la guerre, le spectacle du plus étrange des chassés-croisés. On se sou-



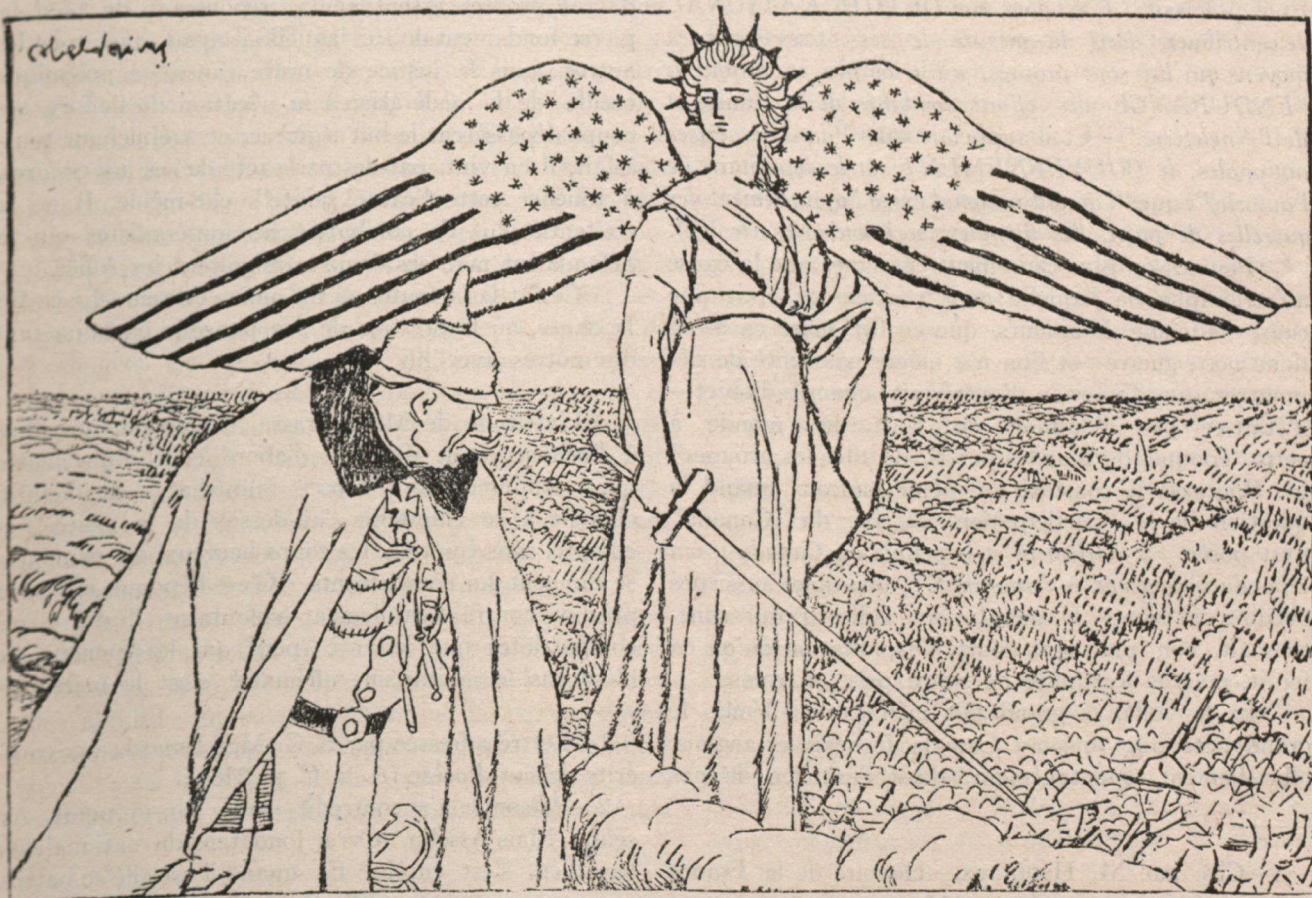
vient qu'en 1914 (1) le chef nationaliste, alors soucieux de "nos responsabilités mondiales", avait démontré que nous devons intervenir, non pas parce que "colonie britannique", mais parce que, "nation anglo-française" et "communauté humaine", nous ne pouvions pas "rester indifférents au conflit européen où nos "intérêts" étaient menacés. On se souvient aussi des cris furieux que fit pousser dans l'autre clan cette distinction pourtant si vraie et si digne.

Mais la guerre durait, et, nous l'avons vu, le besoin de soldats et les lenteurs du recrutement volontaire firent que nos gouvernants durent remiser l'argument "salut de l'Empire", et faire "donner" ce même intérêt national canadien jusque-là négligé. Mais alors M. Bourassa avait changé d'avis; et les colonnes de son journal, les simples et les doubles, étaient consacrées à étayer cette thèse nouvellement échafaudée: que nous nous battions, nous Canadiens, pour une "cause étrangère". C'est-à-dire que notre "humanité", notre caractère ethnique, au moment où ses adversaires s'en servaient comme lui autrefois,—M. Bourassa, faisant demi-tour, n'en voulait plus rien savoir. La raison péremptoire d'intérêt, présentée naguère par lui, reprise par ses adversaires n'avait plus pour lui de valeur.

Car il y a eu volte-face complète, si complète que M. Bourassa a cru devoir lui-même, non la nier, mais l'atténuer (les impérialistes avaient refusé, paraît-il, de prendre la branche d'olivier qu'il leur avait tendue (2)). Et c'est cette volte-face du chef qui, tout en les attristant, met à l'aise ceux de son groupe d'avant-guerre qui, restés fidèles aux principes immuables posés par lui-même en 1914, ne l'ont pas suivi dans ses reniements. M. Caldwell prend amicalement une peine inutile lorsqu'il essaie d'atténuer auprès de ses lecteurs l'allusion que font mes traducteurs à des "sentiments nationalistes" que je n'ai jamais songé à cacher. Ce n'est ni le lieu ni le moment de faire l'histoire du nationalisme canadien qui, on l'a dit, n'est pas lui non plus un parti mais une doctrine, et de la crise par laquelle il est en train de passer. Cette histoire s'écrira un jour et elle aura sa saveur. Elle expliquera, par exemple, comment il faisait bon naguère être d'un groupe de jeunes que séduisaient seules les idées, qui dédaignaient les intérêts des partis, que les masses approchaient peu, et où, par conséquent, on n'était

1—Le Devoir, 8 septembre.

2—Le Devoir et la guerre, pp. 16 et suiv. (1916)



—Quelle est donc la flotte puissante qui a transporté cette immense armée américaine ?  
—Le LUSITANIA !

guère exposés à être coudoyés, ni surtout tutoyés par les anarchistes, dynamitards ou autres avec lesquels on s'est naturellement rencontrés lorsque, dans la nouvelle orientation, on a combattu par le ridicule ou autrement, les grandes idées de noblesse, de tradition, de sacrifice et de devoir, pour enseigner au peuple les seuls moyens de "sauver sa peau" et de s'engraisser...

En attendant, il suffit, aujourd'hui, de signaler de nouveau—car on n'y a pas suffisamment insisté—la contradiction où s'est mis lui-même M. Bourassa, sur des vérités pourtant essentiellement objectives, et les conséquences, fâcheuses pour ceux de sa race qui par goût naturel du moindre effort les ont acceptées, de ses théories nouvelles. Il est urgent qu'on y réfléchisse, car ce qui s'est passé dans notre province depuis un an fait trop voir tout ce qu'il y a de vrai dans cette pensée de M. Thiers : "Un pays doit apprendre qu'il ne faut jamais se donner à un homme, quel que soit cet homme, et quelles que soient les circonstances". (1)

En 1914 donc, M. Bourassa, sans s'écarter des vrais principes nationalistes formulés dès 1902, écrivait en toutes lettres ces textes lumineux :

*"Le Canada, nation anglo-française, liée à l'Angleterre et à la France par mille attaches ethniques, sociales, intellectuelles, économiques, A UN INTERET VITAL au maintien de la France et de l'Angleterre, de leur prestige, de leur puissance, de leur action mondiale."* Et il précisait: *"C'est donc son DEVOIR NATIONAL de contribuer, dans la mesure de ses forces et par les moyens qui lui sont propres, au triomphe et surtout à l'ENDURANCE des efforts combinés de la France et de l'Angleterre."* Et il rappelait que *"dans les crises nationales, le GOUVERNEMENT est le dépositaire de l'autorité"*; que *"l'accord national exige l'ajournement des querelles de parti, des disputes acrimonieuses etc."* (2).

Pouvait-on plus clairement enseigner que la cause au triomphe de laquelle nous participons était une cause nationale. D'ailleurs, que ce fût notre cause et donc notre guerre—et l'on n'a même pas tenté de démontrer que l'une ou l'autre ait changé d'objet—n'était-ce pas l'opinion de tout le monde à cette époque, de tous les partis, de tous les groupes? M. Bourassa le constate au même endroit: quand la question de la "participation active du Canada" s'est posée, *"le parlement et le peuple du Canada y ont répondu hautement, à l'unanimité"*; unanimes aussi nos évêques à signer le mandement collectif qui sanctionnait, non pas, sans doute, l'exploitation qu'on en ferait, mais la légitimité de notre prise d'armes.

Et le voilà, le grand fait ineffaçable ! Voilà le grand acte que tous au Canada français et anglais, officiellement, spontanément, dans l'exercice de nos

droits, dans l'accomplissement de nos devoirs, par l'autorité civile et religieuse, par le mouvement de nos cœurs, sous la dictée de notre raison, nous avons tous posé ! Tous, nous l'avons voulu, que cette guerre fût notre guerre. Tous, nous avons jugé, avant de nous y engager, que cette cause "juste, noble et sainte" (1) (comme dit toujours, en 1918, le grand évêque de Valleyfield), était pour nous une cause nationale. (2)

Comment, de cet acte, avons-nous pu oublier et que nous sommes les auteurs et que nous n'en pouvons plus secouer les conséquences logiques ? Voici.

L'impérialisme exagérant outre mesure notre effort, et menant la campagne oblique que nous avons exposée, M. Bourassa ne tarda point à combattre ses excès; en quoi il restait fidèle à sa pensée, car lui-même avait demandé que notre coopération fournît une "contribution efficace". Mais, pas plus on ne l'avait écouté en 1914, pas plus on ne l'écoutait en 1915 et 1916. On conduisait la guerre de façon folle et malhonnête, et la banqueroute qui était à nos portes, on l'invitait officiellement à entrer. Il fallait donc combattre, avec ardeur même, non l'autorité établie mais ses détenteurs qui faisaient, par politique, un travail antinational. Le chef nationaliste redoubla ses coups, mais dans l'emportement de la bataille, il ne fit plus les distinctions nécessaires. Perdant le souvenir de ses propres assentiments, repoussant du pied la pierre fondamentale sur laquelle il avait, avec tous les autres, assis la justice de notre cause, sa polémique oscilla de la modération à la négation de l'effort, ses coups dépassèrent le but légitime; et, trébuchant tout-à-fait, il en vint, par-dessus la tête de ses adversaires, à toucher cette "cause sainte" elle-même. Il ne se contenta plus de combattre les impérialistes qui la défendaient mal, ses coups atteignirent les Alliés.

Ce fut là la faute, ou du moins l'erreur. Et ce fut la chute, où le prestige de son panache entraîna tant des nôtres avec lui.

L'attitude de M. Bourassa, nettement proalliée à l'origine, était devenue d'abord celle d'un neutre qui, indifférent aux causes immédiates du conflit, cherche à se maintenir "au-dessus de la mêlée", et compte, sans émotion, les coups heureux ou vains que se donnent les combattants. C'est l'époque où, pour prêcher contre l'enrôlement volontaire, il dit à ses compatriotes que le vrai "péril qui les menace, ce n'est pas le militarisme allemand, c'est le mercanti-

1—Lettre adressée par S. G. Mgr Emard, aux cons-crits de son diocèse (A. S. C. p. 248).

2—Personne n'a contredit—sauf, sur un point, Asselin. Mais Asselin, le vrai fondateur du nationalisme canadien, s'est enrôlé. Et quand il est allé se battre, parce que son cœur débordait d'angoisse à ce qui se passait là-bas, et de dégoût à ce qui se disait ici—que n'a-t-on pas insinué pour rapetisser son grand geste?

1—Cité par M. Hanotaux,—Histoire de la France contemporaine, tome I, p. 415.

2—Le Devoir, 8 septembre 1914. Dans le texte, seuls les mots *endurance* et *gouvernement* sont soulignés.

lisme anglo-saxon”(1) et où, plus tard, il appelle “cause étrangère”, et “guerre à laquelle nous n’avons pas d’intérêt”, (2) la cause que nous défendons, la guerre que nous livrons depuis trois ans. On aperçoit le raisonnement : parce que nos adversaires d’ici avaient tort, nous n’avions plus un *intérêt vital* au triomphe de l’Angleterre et de la France, notre participation, même restreinte, cessait d’être un *devoir national* ! Non seulement l’enrôlement forcé était un mal, mais l’enrôlement volontaire en était un plus grand ! (3) Et, pour arriver à ces conclusions—qui devaient sûrement plaire aux masses—il fallait bien en effet, que M. Bourassa, habitué à raisonner logiquement, posât en principe que cette guerre ne nous concernait point, n’était pas notre guerre.—Depuis quand avait-elle cessé de l’être ? —

Mais ceux qui abjurent leur foi, patriotique ou autre, ne restent pas des indifférents. Ayant renoncé à sa foi dans la cause alliée, proclamée non sans émotion à son retour de France, en 1914, le chef nationaliste ne pouvait rester à mi-chemin, et se maintenir neutre dans un pays qui, de fait, était en guerre. Il alla donc, dans sa dialectique virulente, jusqu’aux limites extrêmes qu’une censure alors flasque et timorée assignait à sa logique.

Et ils en vinrent, lui et les autres, car il n’est pas le seul responsable, à propos de diplomatie secrète et à tout propos, à faire le procès des Alliés, à charger des mêmes responsabilités l’Allemand agresseur et la France assaillie, et, par leurs rappels de l’injuste guerre sud-africaine—si peu semblable à la nôtre—et autrement, à laisser entendre qu’il est loin d’être sûr que le droit et la justice soient de notre côté. Les “mille attaches” qui “nous lient à l’Angleterre et à la France” étaient non seulement oubliées; elles étaient ridiculisées, par exemple, dans le dos de ceux qui tout naturellement nous en parlaient comme nous l’avions toujours fait nous-mêmes; on se mettait à décorer de guillemets les “missionnaires” de la pensée française, qu’on n’avait pu se défendre pourtant d’applaudir et dont on n’osait pas ou ne pouvait pas réfuter les exposés de principes. Notre nom, à lui seul, formait un obstacle à cette débâcle de nos pudeurs et de nos traditions; on ne reculait pas devant cette joie à donner à nos francophobes d’ici, on s’appelait *Canadiens* tout court et non plus *Canadiens-Français*...

Fatalement, cette thèse nouvelle, qui condamnait le recrutement, volontaire ou obligatoire, des Canadiens, et qui l’empêchait en ravissant tout l’idéal des mobiles qui eussent déterminé la recrue, devait rencontrer dans son développement une autre thèse plus vaste dans son utopie, plus pernicieuse dans ses sophismes; et, en effet, le néo-nationalisme s’aïda

du pacifisme. Or la thèse pacifiste, qui est celle aussi du socialisme international, a été soutenue en d’autres pays belligérants; en temps de paix, c’est une de ces erreurs qu’on laisse circuler parce qu’on n’en voit pas immédiatement les effets monstrueux; en temps de guerre, elle conduit un Morel dans les prisons de Londres, un Caillaux à la Conciergerie, un Malvy en exil, parce que, ruinant le moral du soldat et du civil, et faisant donc l’affaire de l’Ennemi, on l’appelle d’un nom plus juste, le défaitisme...

Que M. Bourassa ait quoi que ce soit de commun avec ces socialistes ou radicaux proallemands—sauf son aversion pour la guerre d’endurance—voilà ce que je prie qu’on ne me fasse pas dire. Je discute celles de ses idées qui sont des erreurs réfutées d’avance par lui-même; la sincérité de ses opinions et surtout la pureté de ses intentions ne sont aucunement discutées—et je n’ai rien à retrancher de l’hommage que j’ai rendu ailleurs à son caractère. Mais je suis bien forcé de constater que sa campagne pacifiste, mue par d’autres mobiles, pour arriver aux mêmes fins, prend souvent les mêmes moyens que la presse défaitiste, anglaise, française ou russe. (Et pour s’en convaincre, on n’a qu’à se procurer les numéros des journaux, qui suivent la tradition du *Bonnet-Rouge* et qu’on fait circuler parmi la jeunesse universitaire—comme s’il n’y avait pas de censure.)

Or cette campagne pacifiste est d’autant plus dangereuse qu’elle s’appuie, en théorie, sur un principe vrai qu’elle déforme, en tout cas sur un désir général et légitime, et qu’elle oppose aux affres de la guerre les bienfaits de la paix. Elle est d’autant plus troublante qu’elle induit à confondre le vœu naturel et les bonnes prières pour la paix, avec l’envie impatiente de cesser immédiatement la guerre,—la guerre qui, pourtant, est le seul moyen, en de certaines circonstances, de rétablir précisément une paix juste et durable. Et la campagne nationaliste a été d’autant plus efficace, parmi nos populations pacifiques, que, pour les rendre pacifistes et donc abstentionnistes, on n’a pas manqué de leur jeter en pâture, pêle-mêle avec les arguments cauteleux du condamné Morel, du député Longuet, petit-fils de Karl Marx, de la bande Vigo-Almeryda-Duval-Malvy-Caillaux, les augustes supplications du Pape, arbitre de la paix (1). Comme si le Souverain Pontife, père commun des fidèles de tous pays, neutre de droit et par devoir, avait parlé d’autre chose que de cette paix juste et durable, et, en s’adressant aux chefs des nations, avait jamais laissé entendre qu’il fût permis aux nationaux d’affaiblir leur patrie en guerre, en entravant les moyens de défense légalement pris par ces chefs, “dépositaires de l’autorité”. Comme si le Pape avait commis cette erreur monstrueuse et antichrétienne de demander

1—Discours aux Amis du *Devoir*, 1916, p. 12.

2—Divers articles du *Devoir* en 1917.

3—Voir *La Conscription*, par H. Bourassa, p. 10.

1—*Le Pape arbitre de la Paix*, pages 29 et suivantes, et *passim*.

aux conscrits français, allemands, anglais, italiens ou canadiens, de n'être pas fidèles à la cause de leur pays et d'agir en neutres! Mais on sait bien comment ils ont été et seront toujours étiquetés ceux qui, leur pays étant sous les armes, ne le servent point!

Sur ce point, on le sait bien qu'il n'y a qu'une doctrine, conforme au droit naturel, au droit ecclésiastique, au droit total de chaque Etat, même non civilisé : quand la nation est engagée dans une guerre qu'on lui impose, tant que cette guerre dure, on est avec son pays, exclusivement pour son pays. On n'a pas le droit de compromettre le succès de ses armes. On n'a pas le droit de stimuler le courage de l'ennemi en lui offrant le spectacle d'un camp divisé sur lui-même. On n'a pas le droit de tout discuter. Les revendications, même les plus justes en soi, doivent céder le pas au fait de guerre...

—Mais c'est là le langage des militaristes et des profiteurs de la guerre!

—C'est bien possible; ces gens-là mettent tout à profit, même les saines doctrines; et l'on en a vu qui accaparaient aux fins de leurs abus ou de leur vénalité le sens détourné d'actes ou d'écrits pontificaux. Mais l'usage qu'ils en peuvent faire ne change rien à la valeur intrinsèque de certaines vérités primordiales. Ces vérités demeurent, et ces doctrines obligent toujours. Ainsi ce langage se trouve être aussi celui de gens très pacifiques, par tempérament et par fonction, et qui vivent dans l'ombre même du Vatican. S. E. le cardinal Maffi, par exemple, pour saluer l'entrée en guerre de l'Italie (qui pourtant, d'après M. Bourassa fait une guerre de conquête), la formulait ainsi, cette doctrine du fait de guerre : "On pouvait discuter hier, on pourra discuter demain, mais aujourd'hui, non !" (1)

Or voilà, qu'on y prenne garde, ce que faisaient les nationalistes. Après quelques années de guerre, alors que des nôtres s'étaient fait tuer, que d'autres nous revenaient blessés, que d'autres portaient, ce qu'on remettait en discussion, c'est la question de savoir si nous devons aider les Alliés ou non, si ces sacrifices étaient ou non utiles, nécessaires, permis. Qu'on ne s'y trompe pas; c'est la suppression de notre concours à une guerre qui n'était pas la nôtre, à une cause étrangère, que l'on demandait. On ne demandait plus seulement de ralentir ou suspendre notre effort, on se déclarait contre tout effort (2). Et, par exemple, lorsque M. Laurier, chef du parti opposé au gouvernement qui venait de faire non seulement la conscription, mais la loi de suffrage et le brigandage du Nord Canadien, affirmait dans son manifeste qu'il était de tout cœur avec les Alliés et qu'il entendait poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale, mais

par d'autres méthodes que celles du parti ministériel, —M. Bourassa n'acceptait guère de ce programme que le referendum sur la conscription, et déclarait pour le surplus, que la politique Laurier était pire que la politique Borden.

Or, c'est bien connu, malgré ce programme de M. Laurier—qui ne péchait en rien contre la loyauté d'un pays en guerre envers ses Alliés, qui proclamait au contraire notre devoir—c'est avec les arguments nationalistes, qui y contredisaient, que s'est faite en notre province, la campagne électorale. On ne disait pas seulement, sur les hustings: pas de conscription, on ajoutait : plus rien; et on donnait la raison: ce n'est pas notre guerre.

Et voilà, encore un coup, (car j'ai signalé la chose en 1917), voilà ce qui, plus que le vote, explicable après tout, des députés sur le projet de loi de conscription, nous a vraiment isolés, nous Canadiens-Français, non seulement au Canada, mais dans le monde entier, y compris l'Australie,—comme le seul groupe ethnique important qui après avoir consenti la guerre, refusait le service militaire, obligatoire ou volontaire.

Et voilà aussi ce qui, avec d'autres éléments de fraude et de calomnies, a permis au gouvernement, en groupant contre nous les Anglais même anticonscriptionnistes, de se maintenir au pouvoir. L'histoire le dira : sans M. Bourassa, nationaliste exclu des partis, M. Laurier faisait élire dans la province tous ses candidats; sans M. Bourassa, abstentionniste total, M. Laurier brisait le bloc de l'Ouest et de l'Ontario et sortait victorieux de la lutte. La campagne nationaliste, dont on sait assez la raison d'influence, avait abouti à ce double résultat: nous étions livrés au régime des arrêtés ministériels, et nous étions devenus, aux yeux du monde civilisé, ceux qu'on suspecte. Matériellement et moralement, nous perdions tout: toutes les lois néfastes restaient et allaient être aggravées, et notre honneur était compromis.

Mais, au bord de l'abîme, où des idées fausses en affolant les esprits nous avaient conduits, notre sang, toujours français, Dieu merci! bondit du cœur au cerveau et vint dissiper les nuées qui cachaient le vrai, le seul devoir. A nos gars de vingt ans, aux jeunes qui sont la nation de demain, sur qui repose l'immortalité de la patrie, il fit pousser le cri sauveur: Nous voici!

C'était le cri de la race.

### Le départ

C'est que le contraste était devenu trop frappant, pour des gens bien nés et avertis de ce qui se passait dans le reste du monde, entre l'élan de la jeunesse de tous les pays en guerre (y compris nos régiments) et le rôle d'obstructionnistes qu'on faisait jouer chez nous à ceux qu'on empêchait de partir. C'est aussi que le développement logique des théories pacifistes

1—Cité par l'*Univers*, 30 juin 1918.

2—Voir notamment *L'Emprunt de la Victoire*, par M. H. Bourassa, p. 8.

les avaient mis en face de réalités telles que, les yeux s'ouvrant, la raison pouvait approuver les mouvements jusque-là réprimés d'un sentiment patriotique qui d'instinct leur faisait préférer le sacrifice au *non serviam*.

Car une campagne pacifiste dans un pays en guerre, même lorsqu'elle n'est pas menée en sous-main par l'ennemi—comme elle l'a été ailleurs et comme il est simplement fou d'insinuer qu'elle l'est au Canada français—doit fatalement, inévitablement, chercher *en bas* ses arguments de persuasion. Ce qu'il lui faut combattre, en effet, c'est le patriotisme guerrier, lequel s'inspire de l'idée la plus haute, celle de l'immolation personnelle pour le salut de tous et puise sa force dans la poursuite du plus noble idéal, l'honneur de la nation. Le pacifisme donc, qui par exemple ne se repent pas d'avoir nié le péril allemand, atténue les crimes du pays agresseur en rappelant les fautes de la victime; il trouble les esprits en affirmant que la cause ennemie vaut en somme la cause nationale, ou que le concours de son pays est inutile ou que l'égoïsme est un devoir; puis il flatte en les glorifiant les moins bons sentiments du peuple qu'une guerre, lointaine surtout et méconnue, n'intéresse pas et qui a des habitudes pacifiques; il tait les dictées impérieuses de l'honneur, il diminue la valeur du sacrifice, il raille l'idéal qu'il vide de sa noblesse et de sa vertu d'attraction; puis il profane de ses sarcasmes la vertu militaire et bafoue la gloire des vrais braves en les confondant avec les embusqués qui n'ont de guerrier que l'uniforme; tapi lui-même dans une "tranchée canadienne" imaginaire, il fait des mots d'esprit sur les civils qui ne quittent pas femme et enfants avant que le pays les appelle à leur tour et qui osent trouver beau l'acte du conscrit qui devient soldat, et ne se cache point ou n'assassine personne dans sa fuite; puis le pacifiste se fait démagogue ou devient plus démagogue: il enseigne aux foules que la guerre profite aux riches, ce qui est vrai, et qu'elle n'a pas d'autre objet, ce qui est faux; il combat les hommes du gouvernement, ce qui est son droit, mais il ruine l'autorité établie, ce qui est antipatriotique et antichrétien; il proteste contre les projets de lois inopportuns et néfastes, ce qui est un devoir, mais il marchande aux lois dûment sanctionnées le devoir d'obéissance, ce qui est de l'anarchie; et il crée ainsi une atmosphère asphyxiante où tous les vieux mots de noblesse d'âme, de courage, de dignité, de tradition sonnent faux, font sourire les uns, rougir les autres, gênent tout le monde. Et, l'air ambiant ainsi empoisonné, les esprits ainsi bouleversés, les passions ainsi libérées de leurs freins, le pacifiste, qui a préparé la résistance, laisse à ceux d'en bas la direction de la besogne, et quand le sang coule—car on en vient toujours là—il dégage sa responsabilité! C'est de résistance passive, non pas de violences que j'ai parlé!... Le pacifisme veut si peu ou si mal la paix que c'est la guerre, la pire, la guerre civile ou pire encore, l'anarchie sanglante, qu'il prépare et à laquelle il aboutit.

Que ces traits—ainsi groupés et mis seuls en lu-

mière sans les autres qu'y ajoutent la dignité personnelle, le caractère intransigeant, la logique passionnée,—que ces traits donnent la physionomie complète et juste de la seule campagne nationaliste en faveur de l'abstention, ce n'est pas ce que je veux laisser entendre. D'autres aussi ont écrit et parlé qui s'inspiraient du chef nationaliste et qui sans doute en exagéraient ou faussaient les directions; et il est vrai de dire que chacun de ces traits se retrouve dans l'œuvre collective, écrite ou parlée, du pacifisme canadien.

Or, dès avant que du sang innocent fût versé dans nos rues et que fût commencé l'exode vers les bois, croit-on que nos conscrits exemptés, tout en constatant la réalité des menées impérialistes, ne sentaient pas que, sous prétexte d'y faire échec, on ruinait dans leurs âmes tout ce qui, pour des gens de leur race, fait le prix de la vie? Croit-on que, dans leurs sentiments patriotiques, d'accord avec leurs sentiments religieux—car le culte de la patrie et la religion du Christ n'ont plus d'autels stables si l'on en sape l'unique base, le sacrifice—croit-on qu'ils ne souffraient point? Ceux qui les fréquentent, et les aiment parce qu'ils les connaissent, ne leur ont jamais fait cette injure de douter. Mais leurs idées saines, on les brouillait, leurs vrais sentiments, on les étouffait.

Ils ont commencé d'y voir clair lorsque la France, la grande victime du grand conflit, nous a délégué—et il était temps qu'on y songeât—non plus seulement des représentants de factions justement suspectes au moins de sectarisme, mais des ambassadeurs qui, par le fait d'être simplement ce qu'ils étaient, penseurs et soldats, lumière et courage, catholiques comme nous et braves et dévoués comme tous les autres (catholiques ou non) de l'armée française, incarnaient véritablement la France totale.

Il faudra dire un jour, quand le temps de la pleine moisson sera venu, comment s'est faite, sur notre sol en ébullition, la semence d'idées lumineuses, la culture des grands sentiments, par François Veillot, M. le capitaine Duthoit, ses camarades, et quelques autres qui, trop vite, passèrent. Qu'il suffise aujourd'hui de rappeler ce que nous avons vu se passer dans les âmes canadiennes-françaises lorsque, en la langue la plus simple et sur ce ton dont la sincérité devenait de jour en jour plus éloquente, Veillot jetait par terre l'échafaudage de calomnies dressé naguère par les ennemis de la France, et que, seuls au monde—car le Boche lui-même respecte son plus terrible adversaire—seuls au monde, des Canadiens-Français tâchaient à relever. Qu'il suffise de rappeler l'enthousiasme, cérébral autant que sentimental, que provoquait partout le verbe ardent de M. Duthoit, et comment, sous sa puissante évocation des principes promulgués par le Christ, enseignés par ses Vicaires, reconnus par les nations civilisées et transgressés par les autres, les vérités, même les plus abstraites, prenaient corps et âme et housculaient nos erreurs; comment enfin, les esprits s'épanouissant dans la bonne lumière, les

cœurs aussi suivaient la leçon et volaient vers l'uniforme des soldats de Verdun.

Nos doutes canadiens fondaient sous ces clartés françaises. Et nous avons bien vu qu'eux, nos conscrits, nos étudiants, à l'intelligence vive, au cœur bien placé, raisonnaient, et qu'ils vibraient. Nous avons bien vu qu'ils faisaient la comparaison entre le drapeau de l'Idée, de l'idée pure, traditionnelle, chrétienne, patriotique, jalouse de sacrifice mais donneuse de gloire, et l'autre drapeau, celui de l'erreur, celui qui, aux jours de crises nationales est souvent brandi par des gens de bonne foi mais dans l'ombre duquel on est toujours sûr de voir se réfugier tous les fauteurs de discordes, tous les sans-patrie. Ils comparaient, et ils voyaient bien, eux qui veulent être des hommes, que ce qu'ils admiraient, les vertus viriles, la vaillance, l'honneur, la justice, l'ordre social, était d'un côté, là-haut, et que de l'autre côté, en bas, gisait ce que, tout petits au foyer canadien-français, à l'école, puis au collège, puis à l'université, ils avaient appris à mépriser, la peur des coups, la bassesse des manœuvres égoïstes, l'excuse oblique ou mensongère, l'abstention individuelle de la tâche commune, l'injustice, le désordre.

Mais si leur émotion fut grande et s'ils ne songèrent pas à la cacher, on les avait si bien mis en garde contre leur propre sentiment, qu'ils étaient encore perplexes — tant est profond et tenace le mal qui se fait par l'idée —, et qu'ils gardaient un reste de défiance à l'endroit de ceux qu'on leur représentait comme intéressés à faire accepter un programme. Aussi, les sentant vaciller et lui échapper, et sans pouvoir réfuter les articles clairs de ce programme inattaquable, le chef nationaliste — M. Duthoit à peine parti — s'efforçait-il de les reprendre, en sifflant le professeur de droit "interventionniste". Comme si notre intervention ne datait pas d'il y a quatre ans, ou avait pris fin; comme si cette intervention, M. Bourassa lui-même ne l'avait pas, alors, approuvée!

On en était là. Les débris obstruaient encore la brèche ouverte.

Les émeutes de Québec, en apportant la preuve, sanglante, de ce qu'était l'aboutissement logique du principe abstentionniste, déblayèrent la large voie, au bout de laquelle un document épiscopal illumina les sommets du Golgotha rédempteur.

Témoin meurtri des violences dont, pendant la Semaine Sainte, jusqu'en face de son palais, les nouveaux maîtres de la rue lui donnaient le spectacle, alarmé du tort qu'allait causer ce tumulte à notre réputation; angoissé d'autre part, comme tous les Alliés, aux nouvelles de la terrible offensive de mars, Son Eminence le Cardinal intervenait dans nos troubles intérieurs, et confirmait notre intervention déjà ancienne dans le conflit des peuples. Le chef vénéré et aimé de l'Eglise canadienne demandait à ses curés de rappeler aux fidèles leur devoir d'obéissance aux lois même onéreuses émanées de l'autorité légitime,

et réclamait des prières *pour la paix et pour la victoire des Alliés.*

On ne discuta plus.

L'orage avait purifié l'air, et dans le fracas du tonnerre, de la chaire de vérité était tombée la parole attendue.

Le nationalisme pacifiste avait, dans le sang innocent répandu à nos carrefours, noyé ses erreurs. Nous devons racheter ce sang! Des pèlerinages à Notre-Dame-des-Victoires, où nos chants de prière demanderaient à Dieu de sauver la France qui sauve le monde, allaient défiler par nos rues — et redonner à la capitale sa vraie physionomie de ville catholique et française.

On put respirer à pleins poumons. Le cœur toujours battant ferme, l'intelligence libérée d'entraves, la conscience à l'aise, les jeunes n'hésitèrent plus. On pria pour la victoire des Alliés; eux y travailleraient; Dieu nous la donnerait.

Des arrêtés ministériels pouvaient serrer encore la vis dans l'écrou de la conscription; abusant ou non du pouvoir, les ministres, impérialistes ou non, pouvaient établir soudain une censure draconienne, cela ne les touchait plus guère, nos conscrits. Il y avait La Cause à défendre, et on réclamait leurs bras, leurs jambes, leur cœur, pour vaincre: les étudiants de Québec, même exemptés par la loi, seraient des engagés volontaires. Les premiers, ils donnaient exemple, tout de suite suivi d'ailleurs; et, qui dans l'aviation, qui dans l'artillerie, qui dans les "tanks", qui dans l'infanterie Laval, décidant vite et joyeusement du choix de leur arme et de leurs camarades, les gars canadiens-français, maintenant que c'était permis, se faisaient soldats...

Et qui donc n'est pas allé, quand ils sont partis, leur souhaiter bonne chance? Pour qui faut-il décrire le spectacle, devenu familier et toujours nouveau, de ces enfants d'hier que l'uniforme et une semaine de caserne ont transformés en hommes, qui déjà sont tout entiers à leur vie nouvelle, qui sont gais, crânes, fiers, qui ont dans le regard, avec la pointe d'insouciance propre à leur âge, cette mâle expression du courage dans le sacrifice consenti, de la joie sévère de "faire sa part"? Depuis quatre ans que le drame se joue, la scène poignante et sublime a été cent fois décrite. Et un neutre, devenu allié, qui la contemplant tous les jours à Paris, n'exagérât pas en l'appelant le plus beau spectacle que l'homme pût voir en ce monde. Eh! bien, ceux-là en rendent témoignage qui ont vu des départs de fantassins pour le Mort-Homme, aux jours de Verdun: tels les Français partent pour le front, tels aussi partent les rejoindre les pieux canadiens-français! Même race, mêmes traits: même vaillance, même simplicité.

—Et les mères? soupire hypocritement un dernier défaitiste.

—Oh! je sais que partout la guerre fait pleurer les mères, et que cette terre est une vallée de larmes, et que nous vivons des temps horribles. Et que,

pour acheter la paix, la victoire coûte cher—aux mères surtout. Mais, pourquoi ne les avoir pas doucement, tendrement préparées au déchirement qui les attendait? Pourquoi ne les avoir pas, petit à petit, convaincues et de la fatalité de l'échéance qui s'annonçait et de la sublimité de la dette à payer? Pourquoi les avoir privées de cette charité de la bonne parole qui leur eût révélé à la fois et le grand œuvre et le prix du sacrifice? Pourquoi, le coup étant prévu, imminent, avoir d'avance injecté dans leur sang ce fatal antidote qui, la blessure reçue, précipite en sanglots désespérés le baume consolateur? Oui, les fils partent aussi courageusement que les fils de France, mais les mères souffrent plus chez nous que les mères françaises et savent moins cacher leur douleur. Ce n'est pas pourtant qu'elles soient moins vaillantes! Mais on leur a fermé le chemin de l'héroïsme, on leur en a caché le prix. Mais on a tari en elles l'une des plus fécondes sources de consolation, la divinité de leur calvaire. Mais on leur a dit que cette croix, il fallait non pas se résigner à la porter, mais la repousser. Mais on leur a dit qu'elles devaient tout faire pour le garder ici, leur petit; que, corps et âme, là-bas il était perdu. Et on ne leur a pas dit que le vrai danger, pour l'âme et pour le corps, c'est, en face d'un devoir devenu très clair, de reculer! Mais, avec les lenteurs du rouage conscriptionnel, on a bercé leur illusion que le gars ne partirait pas. Il part, et elles ne savent pas où il va! Il s'en va se battre, et on leur a désappris que le champ de bataille est le champ d'honneur! Il les quitte, et leurs bras désormais vides compriment en leur poitrine un cœur qu'on a vidé des lumières réchauffantes, des vertus fortifiantes.

A ceux qui ont vu tant d'amertume dans les larmes maternelles, parce que le fils allait se faire tuer "seulement pour les Anglais", niera-t-on le droit de s'indigner, le droit de demander des comptes, avec ces pauvres désolées, à ceux-là qui, dans l'immense douleur, les laissent désemparées?...

Mais ce désespoir de celles qui restent a pu rendre pour eux aussi le départ plus poignant, il ne les a pas retenus, les gars canadiens-français. Ils sont partis. Ils partent.

Aux discours vains, les faits ont substitué leur éloquence irrésistible. Nous étions dans les ténèbres, l'acte des preux de notre sol a projeté sur la race les feux vainqueurs d'une résurrection. Il a marqué la victoire de l'idée sur la matière, de l'ordre sur la confusion, de la vérité sur l'erreur. Il a été la réponse péremptoire aux accusations de lâcheté et à toutes les insultes. Il a prouvé que, malgré les nuages amoncelés sur nous nous savons penser—et que nous savons ne pas faillir aux nobles tâches.

L'impérialisme a eu beau faire. Ce n'est pas pour lui, c'est malgré lui, c'est pour la cause, qu'on est parti.

Le nationalisme a eu beau dire. Cette cause

est sainte, elle couvre de gloire ceux qui se battent bien pour elle, elle assure l'immortalité à ceux qui meurent pour elle.

Et nous voilà rentrés, grâce à ces départs, dans notre tradition nationale, dans la voie radieuse où à pareille date, il y a quatre ans, d'un seul mouvement et pleins d'entrain, nous nous engageons. C'est par esprit de devoir que nous y sommes revenus et cela pouvait suffire. Mais la réputation d'une nation est chose précieuse aussi, et par surcroît la voilà sauvée. Le seul mot: présent! de la recrue canadienne-française a opéré ce miracle, de laver notre race des injures dont elle était, depuis un an surtout, abreuvée. Nos pires ennemis eux-mêmes ont dû souligner le sens du mot et la portée du geste qui l'a suivi. Il leur est même arrivé d'aller trop loin dans l'hommage, comme ils allaient trop loin dans le dénigrement. La mesure n'est pas une plante de nos climats. Mais qu'importe!

L'étape,—l'affreuse étape que le néfaste impérialisme francophobe et le non moins néfaste néo-nationalisme avait convertie en un marais de boue où nous pouvions nous enliser et périr,—l'étape est franchie.

Saluons, saluons bien bas, ceux qui partent pour l'assaut. Soyons fiers d'eux, et remercions-les; car ils vont où Dieu le veut, où les appelle la Patrie, car, dans la mêlée des peuples, au front de France, champions du Droit, de tous les droits, ils vont défendre la cause juste de l'Humanité violée, et ils vont défendre la cause juste de notre race opprimée et calomniée. Ils vont tout venger, les fils de notre sol canadien et de notre race française, car ils vont livrer la grande, la seule bataille totale, celle qui, dans nos deux guerres, nous donnera sûrement la double victoire.

FERDINAND ROY.

Québec, 7 août 1918.

## Pensées d'actualité

Le cœur est comme ces sortes d'arbres qui ne donnent leur baume pour les blessures des hommes que lorsque le fer les a frappés eux-mêmes.

CHATEAUBRIAND.

Les premiers disciples du christianisme ont vu le prodige de son établissement; nous voyons le prodige plus étonnant peut-être de sa conservation.

BONALD.

## LA SEMAINE LITURGIQUE

### La prière liturgique

La prière est pour l'homme le premier des biens. Elle est sa lumière, sa nourriture, sa vie même, puisqu'elle le met en rapport avec Dieu, qui est *lumière, nourriture et vie*. Mais, de nous-mêmes, *nous ne savons pas prier comme il faut*; il est nécessaire que nous nous adressions à Jésus-Christ, et que nous lui disions comme les Apôtres: *Seigneur, enseignez-nous à prier*. Lui seul peut délier la langue des muets, rendre diserte la bouche des enfants, et il fait ce prodige en envoyant son *Esprit de grâce et de prières*, qui prend plaisir à *aider notre faiblesse, suppliant en nous par un gémissement inénarrable*.

Or, sur cette terre, c'est dans la sainte Eglise que réside ce divin Esprit. Il est descendu vers elle, comme un souffle impétueux, en même temps qu'il apparaissait sous l'emblème expressif de langues enflammées. Depuis lors, il fait sa demeure dans cette heureuse Epouse; il est le principe de ses mouvements; il lui impose ses demandes, ses vœux, ses cantiques de louange, son enthousiasme et ses soupirs. De là vient que, depuis dix-huit siècles, elle ne se tait ni le jour, ni la nuit; et sa voix est toujours mélodieuse, sa parole va toujours au cœur de l'Epoux.

Tantôt, sous l'impression de cet Esprit qui anima le divin Psalmiste et les Prophètes, elle puise dans les Livres de l'ancien Peuple le thème de ses chants; tantôt, fille et sœur des saints Apôtres, elle entonne les cantiques insérés aux Livres de la Nouvelle Alliance; tantôt enfin, se souvenant qu'elle aussi a reçu la trompette et la harpe, elle donne passage à l'Esprit qui l'anime, et chante à son tour *un cantique nouveau*; de cette triple source émane l'élément divin qu'on nomme la Liturgie.

La prière de l'Eglise est donc la plus agréable à l'oreille et au cœur de Dieu, et, partant, la plus puissante. Heureux donc celui qui prie avec l'Eglise, qui associe ses vœux particuliers à ceux de cette Epouse, chérie de l'Epoux et toujours exaucée! Et c'est pourquoi le Seigneur Jésus nous a appris à dire *notre Père*, et non *mon Père*; *donnez-nous, pardonnez-nous, délivrez-nous*, et non *donnez-moi, pardonnez-moi, délivrez-moi*. Aussi pendant plus de mille ans, voyons-nous que l'Eglise, qui prie dans ses temples sept fois le jour et encore au milieu de la nuit, ne priait point seule. Les peuples lui faisaient compagnie, et se nourrissaient avec délices de la manne cachée sous les paroles et les mystères de la divine Liturgie. Initiés ainsi au Cycle divin des mystères de l'Année Chrétienne, les fidèles, attentifs à l'Esprit, savaient les secrets de la vie éternelle; et sans autre préparation, un homme était choisi

par les Pontifes pour devenir Prêtre ou Pontife lui-même, afin de répandre sur le peuple chrétien les trésors de doctrine et d'amour qu'il avait amassés à leur source.

Car si la prière faite en union avec l'Eglise est la lumière de l'intelligence, elle est aussi, pour le cœur, le foyer de la divine charité. L'âme chrétienne ne se retire pas à l'écart pour converser avec Dieu et louer ses grandeurs et ses miséricordes, parce qu'elle sait bien que la société de l'Epouse du Christ ne l'enlève pas à elle-même. Ne fait-elle pas elle-même partie de cette Eglise qui est l'Epouse, et Jésus-Christ n'a-t-il pas dit: *Mon Père, qu'ils soient un en la manière que nous sommes un?* Et *quand plusieurs sont rassemblés en son nom*, le même Sauveur ne nous assure-t-il pas qu'il est *au milieu d'eux?* L'âme pourra donc converser à l'aise avec son Dieu qui témoigne être si près d'elle; elle pourra *psalmodier* comme David, en *présence des Anges*, dont la prière éternelle s'unit dans le temps à la prière de l'Eglise.

Dom Guéranger.

### Semaine du 11 Août.

*Dimanche, 11 août.*—12<sup>e</sup> dimanche après la Pentecôte.

L'idée de ce dimanche, telle qu'exprimée dans le propre de la messe, c'est encore la nécessité de la grâce et l'impuissance de l'homme à repousser par lui-même ses ennemis, à servir Dieu comme il convient.

*“O Dieu, venez à mon aide, dit l'introit, Seigneur, hâtez-vous de me secourir: que mes ennemis, ceux qui cherchent à m'ôter la vie, soient confondus et couverts de honte. Qu'ils soient contraints de retourner en arrière et réduits à rougir, ceux qui méditent de me faire du mal.”*

L'oraison ou collecte insiste sur le besoin que nous avons de Dieu pour le servir convenablement.

*“Omnipotens et misericors Deus, de cujus munere venit, ut tibi a fidelibus tuis digne et laudabiliter serviat; tribue quæsumus, nobis; ut ad promissiones tuas sine offensione curramus.—Dieu tout puissant et miséricordieux, de la grâce de qui vient que vos fidèles vous servent comme il convient et d'une façon digne de louange; accordez-nous, selon notre prière, de courir sans nous laisser arrêter dans la voie qui conduit aux biens que vous nous avez promis. Par Jésus-Christ Notre-Seigneur.”*

L'Eglise fait mémoire en ce jour de saint Tiburce, noble romain, converti par saint Sébastien, qui fut d'abord condamné à marcher dans un brasier et fut ensuite décapité en l'an 300; et aussi de sainte Suzanne, noble vierge romaine, parente de l'empereur Dioclétien et nièce du pape saint Caïus. Pour avoir méprisé les honneurs et être restée fidèle à Jésus-Christ dans sa virginité, elle fut décapitée, l'an 295, à Rome, où son corps repose dans son église bâtie sur l'emplacement de son palais.



*Lundi, 12 août.*—Sainte Claire, vierge.

Encore une vie merveilleuse, un vrai poème de beautés autant que de vertus, donné par Dieu à son Eglise et à l'admiration des âmes fidèles, sainte Claire d'Assise.

Lorsque sainte Claire, consacrée à Dieu par saint François, demanda au grand pape Innocent III pour ses compagnes d'être appelées *Pauvres Dames*, le Souverain Pontife s'écria: "Oh! voilà un privilège qu'on n'avait pas encore sollicité du Siège apostolique!"

Ce privilège de la pauvreté la plus rigoureuse, sainte Claire le maintint contre les offres de Grégoire IX lui-même, qui pleura d'admiration en se rendant aux désirs de la sainte fondatrice.

Claire, comme François, fut la merveille de son siècle, qui en connut tant d'autres. Comme son compatriote et son père spirituel, elle multiplia les miracles même pendant sa vie.

Lorsque les Sarrasins, envoyés par l'empereur allemand Frédéric II pour ravager Spolète et assiéger Assise, voulurent envahir le monastère de Saint-Damien, où la sainte demeurait alors avec ses compagnes, Claire, malade, se porta à leur rencontre avec le vase sacré dans lequel était conservée la Sainte Eucharistie. Frappés de stupeur et de crainte religieuse une partie des Sarrasins retourna en arrière et prit la fuite, les plus obstinés, qui escaladaient déjà le mur du monastère, furent aveuglés et jetés à terre.

Le prestige de sainte Claire était tel qu'à la nouvelle de sa mort prochaine, le pape Innocent IV se rendit auprès d'elle pour se recommander à ses prières et c'est lui qui présida à ses funérailles. Elle fut canonisée deux ans après sa mort, qui survint le 11 août 1253.

*Mardi, 13 août.*—Saints Hippolyte et Cassien, martyrs.

Noble romain, saint Hippolyte fut converti par saint Laurent, qui le baptisa dans sa prison. Il fut martyrisé en étant traîné par des chevaux indomptés qui brisèrent son corps à travers les rochers et les ronces. Saint Cassien, qui était maître d'école, fut livré par le juge à la cruauté des plus méchants des enfants dont il était le maître. Son long martyre eut lieu à Imola et son corps repose dans la cathédrale de cette ville, où sont aussi conservées les reliques de saint Pierre Chrysologue.

*Mercredi, 14 août.*—Vigile de l'Assomption de la B. V. M.

Avant de célébrer le mystère du triomphe de Marie, il convient de se rappeler sa vie depuis l'Ascension et la Pentecôte. Jésus la laissa à ses Apôtres pour qu'elle continuât sur l'Eglise naissante la mission de protection et de consolation qu'elle avait exercée sur l'enfance et la jeunesse de l'Homme Dieu. Marie est aussi la mère de son corps mystique.

Elle vécut de longues années avec saint Jean,

souvent visitée par saint Pierre et par les Apôtres, demeurés ou de passage en Judée. La tradition enseigne qu'elle mourut à un âge avancé. On dit même 72 ans.

L'Eglise honore aussi en ce jour la mémoire de saint Eusèbe, "un saint Confesseur, dit Dom Guéranger, dont l'emprisonnement et les souffrances à Rome, au temps des Ariens, firent presque l'égal des Martyrs."

*Jeudi, 15 août.*—L'Assomption de la B. V. M.

"Aujourd'hui la vierge Marie est montée au ciel; réjouissez-vous, car elle règne avec le Christ à jamais." Ainsi l'Eglise, dit Dom Guéranger, conclura les chants de cette journée glorieuse; suave antienne, où se résumant l'objet de la fête et l'esprit dans lequel elle doit être célébrée.

"Il n'est point de solennité, continue le pieux et savant Abbé de Solesme, qui respire à la fois comme celle-ci le triomphe et la paix, qui réponde mieux à l'enthousiasme des peuples et à la sérénité des âmes consommées dans l'amour.

"Dans la mort de Marie, nulle impression qui ne soit toute de paix; nulle cause de cette mort que l'amour. Simple créature, elle ne s'arrache point par elle-même aux liens de l'antique ennemie; mais, de cette tombe où il ne reste que des fleurs, voyons-la s'élever *inondée de délices, appuyée sur son bien-aimé*. Aux acclamations des filles de Sion qui ne cesseront plus de la dire bienheureuse, elle monte entourée des esprits célestes formant des chœurs, louant à l'envi le Fils de Dieu. Plus rien qui, comme au pays des ombres, vienne tempérer l'ineffable éclat de la plus belle des filles d'Eve; et c'est sans conteste que par delà les inflexibles Trônes, les Chérubins éblouissants, les Séraphins tout de flammes, elle passe enivrant de parfums la cité bienheureuse. Elle ne s'arrête qu'aux confins même de la Divinité, près du siège d'honneur où le Roi des siècles, son Fils, règne dans la justice et la toute-puissance: c'est là qu'elle aussi est proclamée Reine; c'est de là qu'elle exercera jusqu'aux siècles sans fin l'universel empire de la clémence et de la bonté."

*Vendredi, 16 août.*—Saint Joachim, Père de la B. V. M.

Saint Joachim, avec son épouse sainte Anne, furent honorés de bonne heure dans l'église orientale, et une église à eux dédiée exista à Jérusalem du quatrième au neuvième siècle.

Le culte de saint Joachim, bien que père de la sainte Vierge Marie et aïeule du Sauveur, se répandit plus tard en Occident. Sa fête varia de dates, rapprochée toujours d'une des fêtes de sa fille, la mère de Dieu, sa gloire incomparable. C'est ainsi qu'elle fut placée après l'octave de la Nativité, le lendemain de l'Immaculée-Conception, ou, par Jules II, quelques jours avant l'Annonciation. C'est Clément XII, en 1738, qui la fixa au dimanche qui suit la fête de

l'Assomption, et c'est Léon XIII, qui portait le nom de Joachim avant son élévation au souverain Pontificat, Joachim Pecci, qui l'éleva, en 1879, au rite double de seconde classe. Pie X la maintint dans ce rite et la fixa au 16 août, renvoyant au lendemain la fête de saint Hyacinthe, qui occupait jusque là le 16.

La gloire de saint Joachim et le secret de sa puissance auprès de Dieu, c'est d'avoir donné le jour, avec sainte Anne, à la Mère de Dieu; c'est d'être l'aïeul du Sauveur des hommes.

*Samedi, 17 août.*—Saint Hyacinthe.

De noble race et de grands talents, saint Hyacinthe, qui était polonais, fut d'abord chanoine de Cracovie. Venu à Rome, il reçut l'habit des Frères Prêcheurs des mains même de saint Dominique, dans le couvent de Sainte-Sabine.

Formé à la vie religieuse par le saint Patriarche Dominique, saint Hyacinthe retourna dans sa patrie avec son propre frère Ceslas, qui avait pris l'habit avec lui. Ses travaux apostoliques et la multiplica-

tion des couvents de son ordre furent admirables. Dépassant les frontières de sa patrie, où il fit un bien immense, il évangélisa la Prusse idolâtre où les convertis furent en buttes à de terribles persécutions. Son action s'étendit aux peuples de la Poméranie et de la Baltique: il fonda des couvents dominicains à Culm, à Dantzig et à Kœnigsberg, pour ne nommer que ces villes plus remarquables. Il fut le fondateur d'une province de son Ordre, la province de Dacie, qui s'étendait au delà de la Prusse et embrassait le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, et même le Groënland. Saint Hyacinthe pénétra jusqu'en Russie.

C'est ainsi qu'une fois encore, l'histoire du passé de l'Eglise, l'histoire des saints, suggère d'elle-même des rapprochements avec la situation présente du monde. C'est ainsi qu'elle rappelle à ceux qui l'oublent que les saints furent d'admirables sauveurs d'âmes et de peuples, dont le monde a toujours le plus grand besoin.

L'abbé J.-A. D'AMOURS



## Une originale ouverture de Session



Je suis sûr que les lecteurs de la *Vie Canadienne* n'ont jamais entendu parler de l'ouverture d'une session parlementaire dans une chambre à coucher. Et si on leur affirmait que cela s'est vu, on leur ferait subir une forte tentation d'incrédulité. Cependant ils auraient tort d'être sceptiques, car ce fait est absolument incontestable. Et les documents les plus authentiques nous en fournissent l'indiscutable preuve.

C'est à Québec, il y a quatre vingt-sept ans, que s'est produit cet incident extraordinaire. Le 26 janvier 1831 notre capitale provinciale assistait à un spectacle inusité. Vers deux heures de l'après-midi les curieux assemblés près de la porte Prescott, dans la côte de la Montagne, voyaient avec étonnement sortir de l'ancien palais épiscopal, transformé en palais législatif, l'honorable juge Jonathan Sewell, président du Conseil législatif, et ses collègues les honorables MM. de Léry, Caldwell, Ryland, Bowen, Forsyth, Taschereau, D. B. Viger, T. Pothier etc., ainsi que MM. L. J. Papineau, Bédard, Bourdages, Lafontaine, Stuart, Morin, Neilson, Scott, Taylor, A. C. Taschereau, Panet, et un grand nombre d'autres députés de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada.

Ces conseillers et ces députés s'acheminaient par les rues Port-Dauphin et du Fort vers le Château Saint-Louis, où Son Excellence le gouverneur, assez gravement indisposé, les attendait afin de procéder, dans son lit, à l'ouverture de la session.

Lord Aylmer, qui avait remplacé Sir James

Kempt, était arrivé à Québec le 13 octobre 1830. Il avait convoqué la législature pour le 24 janvier 1831. Au jour indiqué, la plus grande partie des députés étaient rendus dans la capitale. La *Gazette de Québec* du 24 disait :

“Les messieurs suivants, membres de la Chambre d'Assemblée, ont été assermentés aujourd'hui : Baker, Baxter, Beudet, Bédard, Blanchard, Boissonnault, Bourdages, L., Bourdages, R. S., Brooks, Bureau, Caldwell, Casgrain, Cazeau, Christie, Clouet, Corneau, Courteau, Cuvillier, Déléigny, Demers, De Montenac, Deschamps, De St-Ours, Dessaulles, De Witt, Dionne, Dorion, P. A., Dumais, Dumouchel, Duval, Fisher., Goodhue, Guillet, Heney, Heriot, Hoyle, Huot, Joliette, Knowlton, Lafontaine, Larue, Laterrière, Leslie, Létourneau, Malhiot, Méthot, Morin, Mousseau, Neilson, Noël, Papineau, Peck, Proulx, Quesnel, Quirouet, Rochon, Scott, Stuart, Taschereau A. C., Taschereau P. E., Taylor, Thibaudeau, Trudel, Turgeon, Valois, Viger, Wright, Wurtele, Young, Philippe Panet et Louis Lagueux. (71)”

Dans le même numéro de la *Gazette* on lisait : “Ci suivent les noms des conseillers qui résident hors de la ville et qui sont arrivés : Les honorables C. W. Grant, W. B. Felton, T. Pothier, John Forsyth, Samuel Hatt et D.-B. Viger”.

Le même journal annonçait que trois rapporteurs étaient en ville, prêts à donner publicité aux débats de la législature, M. Wilcoke pour le *Mercury* et la

*Gazette de Québec*, M. Perrault pour la *Minerve*, et M. Armour pour la *Gazette de Montréal*.

C'était une chambre nouvellement élue qui allait se réunir. En vertu du statut de 1829, le nombre des députés avait été élevé de 50 à 84. Conséquemment la salle des séances avait été agrandie et restaurée. En un mot tout était prêt pour l'ouverture de la session, excepté le principal acteur dans la cérémonie, le gouverneur. Huit jours auparavant lord Aylmer était en bonne santé, puisque le 17 janvier il assistait à une représentation donnée par les "amateurs de Québec", qui avaient joué une tragédie, *The Apostate*, et une farce, "*It was I, or the truth a lie.*" Malheureusement le gouverneur avait pris froid pendant une promenade à pied dans la campagne, et, le 24 janvier, jour fixé pour l'ouverture, il lui était impossible de se rendre au Palais législatif. Les journaux du soir publiaient cette note :

"Son Excellence, lord Aylmer, étant indisposée depuis quelques jours, elle n'a pu ouvrir la Chambre aujourd'hui. Il a été reçu par M. le secrétaire Glegg un message informant l'Assemblée de cette circonstance, et la Chambre s'étant assemblée à huis clos, elle s'est ajournée, après quelques débats, à demain, sans procéder à aucune autre affaire qu'à la considération du message."

Le lendemain, 25 janvier, la Chambre s'étant réunie à une heure fut informée que son Excellence, trop malade pour quitter sa chambre, enverrait un message à trois heures. A l'heure dite, M. le secrétaire Glegg communiqua au greffier un message dans lequel le gouverneur annonçait qu'il serait prêt à ouvrir le parlement le lendemain à deux heures. Le 26 janvier, les médecins de lord Aylmer publiaient ce bulletin :

Québec, 26 janvier 1831.

"Nous sommes d'avis que, vû le mieux qui s'est opéré dans la santé de Sa Seigneurie, et toutes les circonstances du cas dûment pesées, il serait mieux pour Sa Seigneurie, conformément au vif désir qu'Elle en a, de voir les deux chambres de la législature aujourd'hui. Nous sommes aussi d'avis que s'il ne survient dans l'état de la santé de Sa Seigneurie aucune circonstance fâcheuse qui l'en empêche, il serait à désirer qu'elle vit de nouveau les deux chambres demain.

"Que cette affaire publique indispensable doit se passer dans la chambre à coucher de Sa Seigneurie le plus doucement possible, et en introduisant auprès de Sa Seigneurie le moindre nombre de membres qu'il sera possible."

(Signé) ART. STEWART, M. D.

Assistant-insp. des hôpitaux

W. P. BRADLEY, Chirurgien et M. D.

JOS PAINCHAUD, Chirurgien.

Pour copie conforme.

J. B. GLEGG, sec."

C'est pour cette raison que, le 26 janvier 1831, vers deux heures de l'après-midi, les membres des deux chambres défilaient dans les rues pour se rendre au château Saint-Louis, à l'ébahissement des curieux de la bonne ville de Québec. La *Gazette* du 27 janvier donnait à ses lecteurs les informations et les explications suivantes, à propos de cet incident :

"Nous avons la douleur d'annoncer que Son Excellence le gouverneur-en-chef est indisposé depuis le milieu de la semaine dernière, et que depuis ce temps-là Sa Seigneurie est retenue dans le Château et qu'elle tient même le lit depuis trois jours. On suppose qu'elle a contracté sa maladie dans les promenades journalières à pied qu'elle aime beaucoup et qu'elle pousse jusqu'à une certaine distance hors de la ville : on la regarde comme mêlée de fièvre. Son Excellence est mieux, mais on pense qu'il lui faudra garder ses appartements encore deux à trois semaines.

"Quelques membres seulement de l'une et de l'autre Chambre furent admis dans la chambre de Son Excellence, hier, et elle leur parla de son lit. Les autres membres restèrent dans les antichambres.

"Nous sommes fâchés d'apprendre que lady Aylmer est aussi indisposée."

Ce dut être une scène très originale que celle-là : ces législateurs entrant à petits pas dans cette chambre à coucher, et s'approchant sans bruit du lit où était étendu le représentant de Sa Majesté britannique dans l'Amérique du Nord, pour recevoir de sa bouche l'intimation d'élire un orateur. En effet, c'est à cette intimation que se borna le cérémonial de ce jour.

De retour au lieu des séances M. Bourdages, doyen de l'assemblée, appuyé par M. Cuvillier, proposa comme orateur M. L. J. Papineau, député du quartier ouest de Montréal, qui fut élu *nemine contradicente*.

Le lendemain, nouveau pèlerinage des deux chambres au château Saint-Louis, où Son Excellence, toujours couchée, approuva le choix de M. Papineau et lut le discours du trône.

Le mode de procéder suivi provoqua la critique. Dans l'assemblée un débat s'éleva, non pas précisément sur la convenance d'ouvrir le parlement dans une chambre à coucher, mais sur certains autres détails.

Le 28 janvier, M. Bourdages posa une question de privilège au sujet des inscriptions faites dans le journal de la Chambre, et constatant que le secrétaire civil du gouverneur avait délivré personnellement un message au greffier. Il déclara que tout cela était irrégulier et proposa que ces entrées fussent soumises à un comité de privilège. Le débat se prolongea pendant deux séances. La Chambre siégeant en comité, M. Papineau prit la parole et affirma que ce qui avait eu lieu était sans exemple. "Sous les pénibles circonstances qui avaient empêché la communication régu-

lière à la législature, dit-il, on ne pouvait rejeter aucun blâme sur le gouverneur-en-chef. Nous connaissons non seulement par ses paroles, mais par le témoignage de nos sens, qu'il regrettait tout autant qu'aucun de nous pouvait le faire de n'avoir pu nous rencontrer. Mais quelqu'un a dû le conseiller sur la manière dont il a agi. En Angleterre le roi pouvait ouvrir le parlement par une commission, le cas était différent dans les colonies où il faut reconnaître qu'une autorité déléguée ne peut déléguer. D'après M. Papineau le fait que le greffier avait reçu un message du gouverneur, qu'il s'était établi une correspondance entre le représentant de la Couronne et le greffier, constituait une irrégularité et une inconvenance.

M. Andrew Stuart soutint la thèse opposée. Suivant lui il n'y avait, dans la circonstance, que trois voies à suivre: proroger de jour en jour, ajourner sans message, ou envoyer un message demandant à la Chambre de s'ajourner. Le mode le plus simple était celui qui avait été adopté.

Dans un second discours M. Papineau insista pour faire comprendre que la courtoisie du gouverneur n'était pas en cause, que ses conseillers seuls étaient

à blâmer. Dans son opinion, des trois modes de procéder on avait suivi le plus mauvais. Finalement la question fut renvoyée au comité des privilèges par un vote de 57 contre 22.

Quelques jours après le comité faisait un rapport dans lequel il était déclaré: "Les messages écrits du 24 et du 25 janvier, signés de Son Excellence, ayant été adressés au greffier de cette Chambre comme suit: "Monsieur le greffier de l'Assemblée," sont irréguliers et contraires aux usages parlementaires et ne doivent pas tirer à conséquence ni être invoqués comme exemple à l'avenir."

Ce qui est certain, c'est que le précédent du 26 janvier 1831, quant à l'ouverture du Parlement dans la chambre à coucher du représentant de la Couronne, n'a pas eu plus de conséquences qu'il n'avait eu d'antécédents. On, pourrait croyons-nous, faire les recherches les plus minutieuses dans les archives parlementaires sans trouver un fait analogue. Voilà pourquoi nous avons cru qu'il ne serait pas sans intérêt de le signaler.

THOMAS CHAPAIS.



## LE PLAN DE DUBERGER



**A**VEC le retour chez nous du fameux plan en relief du Québec de 1800, le bon et adroit Jean-Baptiste Duberger, auteur de cette petite merveille de patience et de travail, est entré dans le domaine de l'actualité. L'œuvre de Duberger, du moins son travail principal, est d'autant plus intéressante qu'après un siècle seulement, elle appartient autant à la légende qu'à l'histoire; et cela prouverait que nos archivistes et nos antiquaires, "manœuvres", pour ainsi dire, de nos historiens, peuvent avoir des faiblesses au cours d'un siècle. Car, à la vérité, il est bien difficile d'affirmer aujourd'hui si le plan de Duberger, œuvre de Duberger seul, lui fut escamoté pour être envoyé en Angleterre, comme le veulent ce que quelques-uns de nos historiens appellent la légende, ou bien si, œuvre coopérative de Duberger et du capitaine anglais John By, ce plan de Québec fut expédié en Angleterre du consentement mutuel de ces deux auteurs présumés. Voilà la double question que soulève le retour de ce Québec en miniature de 1800 dans le grand Québec de 1918.

Examinons, un instant, l'histoire, pas toujours véridique, et la légende ou la tradition, quelquefois plus positive qu'on ne le croit.

\* \* \*

En l'occurrence, l'Histoire est représentée par M. Benjamin Sulte qui a tranché net ce nœud gordien;

pour lui, le plan en question est l'œuvre de Jean-Baptiste Duberger, dessinateur des arpentages pour le Gouvernement Impérial, et du capitaine John By, ingénieur militaire, travaillant ensemble pour le compte du Gouvernement aux diverses opérations géodésiques que, jusqu'en 1790, on avait passablement négligées dans la Nouvelle-France. M. Sulte, à la vérité, ne prouve guère que ce travail fut fait en commun et il semble plutôt supposer qu'il a été fait de cette façon, mais pour arriver ensuite, subitement, à la conclusion tranchée que le plan de Québec, ayant été fait par Duberger et son compagnon, dans les bureaux du Gouvernement, avec le matériel de l'Etat, point n'était besoin de la permission de Duberger pour justifier le commandant du génie militaire, By lui-même, d'expédier ce travail en Angleterre avec les papiers concernant les fortifications que l'on projetait alors.

Mais ni M. Sulte, ni aucun autre antiquaire n'établit clairement que le plan a été construit spécialement pour le compte du gouvernement anglais, par des officiers du Génie, Duberger et By, travaillant en tant qu'officiers du génie anglais. M. Sulte s'appuie surtout pour prouver ce qu'il avance sur des lettres d'un condisciple de collège de John By, John Lambert, qui, après un séjour de quatre mois à Québec, écrivait, de retour en Angleterre, ses impressions sur les choses canadiennes; il parle assez longuement du plan en relief de Québec qui n'était pas achevé alors. Lambert

dit quelque part, parlant de Jean-Baptiste Duberger dont il fait du reste un bel éloge: "Le plus important des ouvrages de M. Duberger est un superbe modèle de Québec auquel il est actuellement occupé conjointement avec un de mes anciens condisciple le capitaine By du corps des ingénieurs." Et Lambert ajoutait: "Ce plan doit être envoyé en Angleterre; il recevra sans doute des autorités la considération qu'il mérite."

Ce "conjointement avec un ancien condisciple", c'est, en somme, tout ce qui peut justifier l'Histoire en général et M. Benjamin Sulte en particulier pour nier catégoriquement la tradition et affirmer, sans plus de preuve, que le plan a été fait pour le Gouvernement dans les bureaux officiels, avec le matériel de l'Etat, et par deux officiers du génie travaillant en leur qualité officielle. Ces impressions de Lambert ont été écrites en 1808.

D'autre part, dans une lettre datée du 8 avril 1817 et adressée au commandant des ingénieurs royaux, dix-neuf ans après la lettre de John Lambert, six ans après le départ de By pour l'Angleterre avec le plan, Jean-Baptiste Duberger, se déclarant malade, demande sa pension et dit que son modèle de Québec a été envoyé en Angleterre sans sa permission; il appréhende que la gloire de cet ouvrage soit attribuée à d'autres.

Voilà qui confirme singulièrement ce que M. Benjamin Sulte, en passant, trop ostensiblement antipathique à Duberger—les antiquaires ont des raisons que la raison ne connaît pas—appelle la "légende" et ce qu'il est plus convenable d'appeler la tradition moins fantaisiste que la légende.

Voyons d'ailleurs la tradition et la légende.

\* \* \*

C'est l'écrivain français, Xavier Marmier, plus tard Académicien, qui, le premier, a rendu publique, cette prétendue légende dans ses "Lettres d'Amérique". M. Benjamin Sulte note, au reste, cet extrait des lettres de Marmier; et c'est ici que nous croyons prendre M. Sulte en flagrant délit de vouloir absolument "partager son opinion". En effet, dans cet article où il tranche si nettement la question de la paternité et de l'objet du plan en relief de Québec, M. Sulte, relatant aussi la "légende", dit au sujet de M. Marmier et du plan: "On lui raconta tant bien que mal l'histoire du fameux plan et il y mêla autant de méchanceté que possible, inspiré par ce patriotisme agaçant qui consiste à dénigrer tout ce qui n'est pas français. Les légendes sont toutes de la même fabrique: du bavardage sur un fond vrai."

"On lui raconta tant bien que mal"... "Il y mêla autant de méchanceté que possible"... Mais qu'en sait M. Sulte qui ne se base pour appuyer ses dires que sur une lettre de John Lambert écrite quand le plan de Duberger n'était pas encore terminé, pour traiter de "dénigrement" le passage d'une autre lettre

d'Amérique écrite vingt-neuf ans après l'expédition du plan en Angleterre? Il nous semble que celui qui arrivait après avait autant de raisons de se croire au courant des faits que n'en avait celui qui pronostiquait simplement. Or, voici donc en substance ce que raconte Xavier Marmier.

Duberger, après des années de travail, venait de terminer son plan en relief. Ce Québec en miniature fait dans la proportion de un pouce par vingt-trois pieds était parfait: c'était complet. Pas une élévation de terrain, pas une muraille, pas un édifice, pas une mesure qui ne fut par lui mesurée et reproduite à sa place dans ses justes proportions et avec la stricte exactitude d'un calcul géométrique. De quartier en quartier, de rues en rues, d'édifices et d'édifices, il en était venu à composer en plusieurs compartiments qui se rejoignaient au moyen d'un mécanisme, cette petite ville de bois.

Parmi les nombreux personnages qui vinrent admirer cet ouvrage, se trouva, un jour, le capitaine By qui, plus que tout autre, combla d'éloges l'ingénieur artiste. Il lui fit plusieurs visites et, à chacune d'elles, il lui fit entrevoir la possibilité d'avoir une grosse somme d'argent pour ce travail. Un jour, il lui annonça qu'il partait pour l'Angleterre et il lui offrit d'apporter avec lui les pièces de son travail qui serait, dit-il, estimé à un très haut prix à Londres. L'honnête Duberger n'était pas riche; il accepta et le capitaine By partit pour l'Angleterre emportant le travail de Duberger.

Ce dernier n'entendit jamais plus parler de son précieux travail. Le capitaine By, rendu en Angleterre, se fit de la popularité avec le plan de Duberger; il annonça partout que lui, M. By, dans les loisirs de sa vie de garnison en Amérique avait composé, dessiné ce plan en relief de Québec. Les ingénieurs vantèrent ses connaissances en mathématiques et ses chefs le signalèrent comme un militaire de haut mérite. Il obtint le grade de colonel puis, quelques années plus tard, il revenait au Canada et fondait Bytown, aujourd'hui Ottawa. Pendant ce temps, le pauvre Duberger était frappé d'une maladie qui le conduisait bientôt au tombeau. Sa famille, ne sachant pas ce qui s'était passé entre lui et By, ne put réclamer le plan. Et voilà.

C'est ce que M. Benjamin Sulte appelle la légende.

\* \* \*

M. Benjamin Sulte, dans son article dont j'ai parlé et qu'il écrivait dans le "Bulletin de la Société de Géographie de Québec"—Septembre-Octobre, 1917, —semble s'être basé sur un autre article publié par Joseph Tassé, dans la *Revue Canadienne* du mois de novembre, 1869, et dans lequel l'auteur, comme M. Sulte, cite la lettre de John Lambert et l'extrait de la lettre de Xavier Marmier; mais il est remarquable de voir comme MM. Sulte et Tassé, commentant

ces deux lettres, n'en tirent pas les mêmes conclusions. M. Benjamin Sulte est catégorique: "Le plan de Québec est l'œuvre coopérative de Duberger et de By," tranche-t-il, "et Duberger n'avait aucune raison de réclamer quand son plan fut envoyé en Angleterre. M. Joseph Tassé fait une distinction: "Il ne paraît pas probable", dit-il, "que By ait ignoré le travail de Duberger jusqu'à la veille même de son départ pour l'Angleterre qui eut lieu en 1811 puisqu'il était jusqu'à cette date, capitaine dans le corps des ingénieurs et que Duberger était l'un de ses subalternes. Ils ont dû bien se connaître vraisemblablement et cela explique pourquoi Duberger aurait confié son modèle à un homme qui était loin de lui être étranger."

"Mais l'accusation capitale contre By," ajoute M. Tassé, "ne se trouve pas détruite pour tout cela, à savoir qu'il s'est vanté, en Angleterre, d'être le véritable auteur du plan en relief de Québec. On a, au contraire, mille raisons pour la croire bien fondée et certains écrivains lui donnent encore tout le mérite de l'œuvre. Ne lit-on pas, par exemple, dans les "Sketches of the Celebrated Canadians" de Morgan, à l'article concernant By: "Ce fut vers ce temps qu'il termina le magnifique modèle de Québec qui fut envoyé en Angleterre et soumis à l'examen du duc de Wellington."

Et M. Joseph Tassé, après ces réflexions appuyées de ces citations, ne se montre pas très tendre pour le futur fondateur d'Ottawa.

Il ne fait pas de doute, et il faut l'admettre, que le récit de Marmier pêche un peu contre l'exactitude et certains détails de ce récit, surtout quand on sait que Duberger et By travaillaient ensemble aux travaux géodésiques de Québec, ne sont pas du tout fondés.

Le capitaine By a dû très souvent voir son ami et collègue travailler à son modèle et cette visite soudaine de By qui vient admirer le travail terminé et qui s'extasie devant cette œuvre de patience est de pure invention; elle n'est pas vraisemblable. C'est une assertion aussi fantaisiste que celle de M. Sulte quand il dit que le plan en relief de Québec a été fait dans les bureaux du gouvernement impérial, avec les matériaux du gouvernement et en collaboration pour ainsi dire officielle avec le capitaine By.

\* \* \*

Puis il y a encore la tradition de la famille Duberger dont les origines ne se perdent pas tout à fait dans la nuit des temps, puisque l'arpenteur-géomètre Jean-Baptiste Duberger a deux petits-fils qui vivent encore: M. Georges Duberger, pharmacien de Sherbrooke, fils du plus jeune des fils du second lit de Jean-Baptiste Duberger et qui est décédé en 1894, à l'âge de 75 ans, et M. Georges Duberger, de la Pointe-à-Pic, fils de l'aîné des fils de l'auteur du plan de Québec qui aura 80 ans, le 20 août courant, et qui a huit fils vivants

dont Arthur qui a servi au Transvaal et Aldéric qui est au front, en France, dans le 22ème Bataillon, et qui a été blessé l'année dernière.

Or, ces deux descendants en ligne directe de Jean-Baptiste Duberger déclarent catégoriquement que d'après leur père respectif, le plan de Québec a été fait par leur grand-père seul.

Voici ce que m'écrit M. Georges Duberger, de Pointe-à-Pic: "Vers 1840,—j'étais jeune alors—un ami de mon père vint à la Malbaie et lui conseilla de faire des démarches dans le but de recueillir quelque chose du plan de Québec fait par mon grand-père et que le capitaine By lui avait escamoté. On se mit à l'œuvre aussitôt et l'on recueillit plusieurs affidavits de témoins oculaires qui jurèrent avoir vu mon aïeul travailler seul au plan et qu'il avait toujours été seul à ce travail. Mon père, alors âgé de 10 ans, se rappelait très bien avoir aidé mon grand-père à peindre les petites maisons. Après avoir recueilli toutes les preuves certaines un député de langue anglaise de Québec se chargea de présenter notre requête au Parlement Impérial. On nous répondit plus tard que notre réclamation avait un objet trop lointain et qu'il n'y avait rien à faire pour les requérants."

Voilà assurément un point de la tradition assez solide et cette tradition orale n'a pas eu bien des chances de se modifier en se transmettant de générations en générations puisqu'il se fait de père en fils, ce dernier vivant encore.

M. Alfred Duberger, de Sherbrooke, m'écrit à son tour ce qui suit:

"D'après la tradition de ma famille le plan en question a été fait par mon grand-père seul. Il était lié d'amitié avec By qui le visitait fréquemment pendant qu'il faisait son travail. Lorsque le plan fut terminé By dit à mon père qu'il devrait l'envoyer en Angleterre et que le roi lui témoignerait de la reconnaissance d'une manière pratique, lui qui était dans une grande gêne pécuniaire. By fut, vers cette époque appelé en Angleterre et il s'offrit à transporter le plan. Duberger lui aurait expliqué tout le mécanisme, du moins comment s'y prendre pour le monter et le démonter. Rendu en Angleterre, By se serait attribué tout le mérite du travail et ce n'aurait été que plusieurs années plus tard que le véritable auteur fut connu et comme signature on substitua celle de mon grand-père à celle de By."

Voilà la tradition de la famille Duberger. Pour moi, elle a autant de poids dans les circonstances, que ces extraits de lettres écrites "currente calamo" de John Lambert.

Et les choses en sont là. Qui apportera maintenant la preuve décisive, formelle, irréfutable qui tranchera la question? L'incendie, cause de tant de ravages dans nos vieilles archives, aura voulu que cette question de notre petite histoire, comme tant d'autres, reste obscure et éternellement sans solution tranchée—car l'incendie a détruit tous les papiers de la famille

de Jean-Baptiste Duberger comme bien d'autres souvenirs de ce Bénédictin du travail opiniâtre.

L'élément destructeur ne nous a seulement pas conservé un seul portrait de Jean-Baptiste Duberger et rien ne peut rappeler aujourd'hui les traits de l'auteur du modèle de Québec en 1800. Et que d'autres souvenirs détruits!

"Je possédais," m'écrivait encore M. Geo. Duberger, "l'épée de mon grand-père mais elle a été détruite par un incendie avec bien d'autres choses de lui entre autres un magnifique dessin des fortifications de Québec, ouvrage fait à la plume par mon grand-père et qui était de toute beauté."

Les trois seuls souvenirs peut-être qui restent de Duberger sont un plan de la ville de Montmagny où Duberger avait voulu finir ses jours et que possède M. C. E. Gauvin, de Québec, secrétaire de la Commission du Parc des Champs de Bataille Nationaux, et dont l'épouse est une descendante de Jean-Baptiste Duberger; le diplôme qui fut conféré, en 1792, à Duberger en sa qualité d'assistant-arpenteur général de la province du Bas-Canada; ce diplôme est signé de Samuel Holland et de Duchesneau fils et il est la propriété de M. Alfred Duberger, de Sherbrooke; enfin la boîte d'aquarelle de l'auteur du plan de Québec que possède notre excellent peintre québécois, M. J. Neilson, de Cap Rouge.

Détruite aussi par le feu cette feuille de rose sur laquelle Duberger avait écrit à la plume et d'une façon très visible tout le texte latin du *Pater* ce qui constituait évidemment un tour de force de patience et de minutie que nos plumes réservoirs d'aujourd'hui se refuseraient à accomplir.

\* \* \*

Une étude du plan de Duberger nous reporte au Québec de 1800, c'est-à-dire le Québec de Wolfe et celui de Richard de Montgomery avec ses nouvelles fortifications—moins la citadelle actuelle et les murs de l'Esplanade qui sont la continuation des bastions détachés qui existaient du temps des Français. Ce plan est dressé avec une exactitude rigoureuse.

Mais le plan n'est pas rigoureusement celui que nous décrivait John Lambert. Il se sent de son long séjour de cent huit ans dans les casernes de Woolwich, Angleterre, et où est allé le déterrer, en 1908, le R. P. O'Leary qui l'a ramené aux archives fédérales d'Ottawa où il a mis quatre ans à le réparer.

Malgré toutefois ses quelques amputations, nous avons bien là le Québec tel qu'il était lors de sa conquête par Wolfe, à quelques différences près au chapitre des fortifications. Ainsi, lors de la conquête, il n'existait que trois portes à la ville: les portes Saint-Louis, Saint-Jean et du Palais. Nous voyons, de plus, sur ce plan de 1800, la Porte Hope ou de la Canonerie construite sous le colonel Hope, en 1806, et démolie en 1873, et la Porte Prescott construite en 1797 par le général Prescott et démolie en août, 1871.

On voit aussi sur le plan de Duberger les tours Martello construites vers ce temps-là et appelées de ce nom en l'honneur du colonel Martello qui en eut le premier l'idée. Ce fut le capitaine By qui en surveilla la construction. Comme je viens de le dire, la citadelle actuelle et les murs de l'Esplanade n'apparaissent pas sur le plan, leur construction n'ayant été commencée qu'en 1828, l'année même de la mort de Duberger.

Comme on le voit, à cette époque, les fortifications de Québec, étaient plutôt sommaires. Le fait est que jusqu'en 1790, on avait négligé les opérations géodésiques soignées et l'on s'était contenté de tirer les lignes des terrains dont on voulait connaître les mesures précises. Mais, plus tard, on fut obligé d'employer des procédés plus scientifiques au point de vue militaire et l'on ordonna, par la suite, plus de précision, plus de soins et d'élégance, dans certains ouvrages dont les militaires avaient à tirer des renseignements.

Les fortifications de notre bonne ville, en l'espace de 300 ans, ont subi bien des vicissitudes. Commencées par Champlain et de Montmagny, améliorées par Frontenac, elles furent continuées, sous le régime français par De Lery, Le Mercier, Pontleroy, LeVasseur qui exécutèrent les plans dûs au génie de Vauban. Puis elles furent considérablement modifiées sous le régime anglais. En 1720, d'après le Père Charlevoix, elles furent fort rudimentaires, mais toute de même, "cette ville n'est pas même facile à prendre dans l'état où elle est" ajoutait Charlevoix.

On avait évidemment fait peu de progrès dans les fortifications durant les vingt-cinq années après Charlevoix puisque, en 1759, Montcalm qualifiait Québec de "misérable garnison" et dans le même temps, Murray écrivait à Pitt que "l'on ne pouvait considérer Québec autrement qu'un "strong cantonment". Plus tard encore, en 1775, à l'occasion de la visite des Américains on fait peu d'éloges des fortifications de Québec. Ce furent ces événements de 1775, pendant lesquels on dut construire à la hâte des fortifications temporaires pour protéger Québec, qui forcèrent les autorités impériales à ouvrir les yeux; et, en 1779, on érigea une citadelle temporaire. Cet ouvrage était en effet bien temporaire puisqu'il menaçait ruine en 1793. Et c'est alors que l'on songea sérieusement à construire la citadelle actuelle; mais ce ne fut qu'en 1828, sous la dictée du duc de Wellington, que le gouvernement impérial commença la construction des murs, des remparts, de la citadelle et de toutes les fortifications extérieures actuelles de la ville. En 1805 on construisait les tours Martello, sur les plaines; ces dernières figurent sur le plan de Duberger, mais on n'y voit pas la citadelle ni les autres fortifications extérieures de construction plus récente.

\* \* \*

Bien d'autres choses ne figurent pas sur le plan

de Duberger que l'on peut étudier dans la Palais Central de l'Exposition Provincial, depuis quelques jours, quand on compare ce Québec en miniature d'il y a un siècle avec notre grand Québec d'aujourd'hui. Quels progrès accomplis dans ce siècle! Par exemple, si l'on fait un tour dans la haute ville du Québec de Duberger on verra que la Grande Allée n'existait pas ou à peu près pas, puisque les somptueuses résidences qui bordent les deux côtés de cette fashionable artère ne furent construites pour la plupart que vers 1875 quand, après le départ de la garnison impériale, le Canada confédéré accepta du gouvernement impérial plusieurs grands terrains qu'il mit en vente, entre autres ceux de la Grande Allée. On voit cependant, sur le plan, quelques villas: "Bandon Lodge" qui fut occupé par Saunders Simpson, un compagnon d'armes de l'aide-de-camp de Wolfe, James Thompson, et qui rappelle toutes sortes de souvenirs et même de légendes comme celle des amours de l'amiral Nelson et de Mlle Simpson; l'"Asile Champêtre" ou s'écoulèrent les jours si bien remplis d'un vrai patriote, Joseph François Perrault, le pionnier de l'éducation populaire à Québec; l'"Asile Champêtre", longue maison blanche à un étage, s'élevait au bout d'une avenue ombragée, vis-à-vis la rue Claire-Fontaine; "Battlefield Cottage," bâti par le lieutenant-colonel Chs Campbell et qui fut occupé par M. Charlebois, le constructeur de l'Hotel du Gouvernement actuel; et quelques autres ancienne villas que l'on peut voir sur le plan et qui existent encore aujourd'hui.

Rue Saint-Louis résidaient alors nombre de notabilités dont on voit les maisons dans la petite ville de Duberger. Je mentionne seulement celle du juge-en-chef Sewell qui y mourut en 1839; l'hôtel de M. de Lotbinière, la maison du juge Emsley, qui avait été habitée par Madame Péan, une fameuse amie de Bigot. On voit aussi le Kent House où le prince Edouard séjourna en 1791 et qui fut occupée plus tard par le juge Olivier Perrault; voyons aussi, sur le même côté de la rue, la résidence qui fut celle de l'hon. Thomas Dunn, marchand, puis juge, puis chef du Conseil Exécutif, puis président du Conseil, puis lieutenant-gouverneur. Cette maison fut la première qu'occupèrent les Frères de la Doctrine Chrétienne quand ils arrivèrent à Québec en 1844. La maison qui porte le numéro 42 est celle du tonnellerie François Gobert où l'on déposa le cadavre du général Richard Montgomery, tué le 31 décembre, 1775, à l'attaque des Américains à Près-de-Ville. L'endroit où tomba le général américain est clairement indiqué sur le plan.

Mais il serait évidemment trop long d'énumérer ici tous les changements survenus entre 1800 et 1918, à Québec. On aimera à étudier, sur le plan de Duberger les améliorations faites aux grands édifices qui existaient alors à la haute ville, comme le Château Saint-Louis, aujourd'hui le Château Frontenac, la Basilique, le couvent des Ursulines. Seul, le petit séminaire est resté à peu près ce qu'il était; mais alors, le somp-

teux édifice de l'Université Laval ne l'écrasait pas; il s'élevait au milieu de vastes jardins. On constatera que la prison du district s'élevait près de la porte du Palais dans une ancienne caserne construite en 1750. Plusieurs grands criminels furent pendus à cet endroit. Si l'on contourne la falaise, l'on verra que l'ancienne résidence de Montcalm existe encore aujourd'hui à peu près telle qu'elle était alors; elle fut offerte en vente, dans la "Gazette de Québec" en 1784. En face de la Basilique, on voit le Marché de la Haute-Ville, de forme circulaire à un seul étage et à la place où s'élève aujourd'hui l'Hôtel de Ville, on verra les vastes édifices du collège des Jésuites.

Enfin, avant de quitter la haute ville, on aimera à faire de nouveau la connaissance du "paté" de maisons qui occupait l'emplacement où s'élèvent aujourd'hui l'Hôtel des Postes et le monument Laval.

Quant à la basse ville, les changements survenus dans le dernier siècle seraient trop long même à noter. Saint-Roch qui s'est pourtant développé d'une façon si prodigieuse, existait à peine en 1800; les autres quartiers encore moins puisque Duberger ayant voulu faire un travail complet n'a pas cru même les faire figurer dans son plan.

Voici un bref résumé de la partie basse de la ville, d'après le plan de Duberger. A la basse ville, la fameuse petite rue Sault-au-Matelot était bien courte et la rue Saint-Pierre encore plus. Au Palais, il y avait quelques maisons et, de là, allant vers le nord-est, environ une quinzaine de maisons le long de la côte de la Canoterie. On ne voit pas de chemins depuis les extrémités des rues Sault-au-Matelot et Saint-Pierre jusqu'à la canoterie. La basse ville a au moins triplé grâce aux améliorations et à son agrandissement sur la rive du fleuve tant à la Pointe à Carcy que le long de la rue Saint-Paul. Du côté nord-ouest de la basse ville, vers la rue Champlain, les maisons ne se rendaient pas jusqu'au cap Diamant. De là, en remontant le fleuve jusqu'à Cap Rouge, on ne voyait qu'une seule maison et au Cap Blanc, un petit chantier en construction maritime, le "chantier du Roi"

Et telle est l'exactitude remarquable de ce plan de Duberger que l'on voit, à l'endroit de ce chantier, un petit navire en construction. On verra aussi, de l'autre côté de la ville, dans l'ancien "Parc au bois", une longue rangée de petites cordes de bois de chauffage; à la haute ville, en face de l'évêché, au dessus de la porte de la "maison de Philibert", qui faisait partie du carré de maisons qui se trouvait sur l'emplacement du monument Laval, on verra même un minuscule chien d'or. Le patient Jean-Baptiste Duberger n'a rien oublié, rien omis, rien négligé, et ce merveilleux travail assurément constitue la plus remarquable manifestation de la patience, de la persévérance et de la conscience dans l'accomplissement d'une tâche. Duberger y consacra dix années de sa vie.

Jean SAINTE-FOY





## UNE SEMAINE DE GUERRE



LORS de notre dernière revue, les troupes alliées occupaient une nouvelle ligne qui, partant de Soissons au nord et passant par Fère-en-Tardenois, Cierges et Sergy se prolongeait à l'est par Ste Euphrase jusqu'à Reims. Nous étions à la date du 31 juillet.

Il se produisit alors une accalmie, au grand désespoir de ceux qui imaginaient qu'il est aussi facile de cueillir une armée d'un demi-million, bien équipée et occupant des positions choisies et fortifiées que de saisir un fruit mûr prêt à se détacher par son propre poids de l'arbre qui le porte.

La pause rendue nécessaire par le besoin d'une concentration effective et d'une co-ordination parfaite des éléments requis pour la continuation de l'offensive inaugurée le 18 juillet ne dura cependant pas longtemps et dès le premier août la bataille reprit avec un nouvel acharnement.

Redressant sa ligne au nord-ouest, entre Fère et Hartenne, le généralissime allié retrouva un terrain plus propice pour son mouvement tournant contre Soissons, prit Grand Rozoy et avança de deux milles, tandis qu'au sud-est de Fère le saillant allemand déjà rétréci fut encore réduit de quatre milles par la prise du bois de Meunières.

Le lendemain, Soissons fut repris par les troupes alliées. La retraite ennemie s'accrut sur tout le saillant. Au sud de Soissons les français traversent la rivière Crise; au centre, ils nettoient le bois de Nesle. A l'est, Ville-en-Tardenois tombe entre leurs mains.

Le 4, l'armée de l'Entente continue la poursuite des troupes allemandes, fuyant dans une retraite précipitée, dévastant par le feu ce qu'elles ne peuvent transporter dans leur marche rétrograde.

Au nord est, près de Soissons, l'Aisne est traversée par nos troupes. Les allemands continuent leur repli sur la Vesle que les franco-américains traversent en quatre endroits. Fismes est abandonnée par l'ennemi. Le saillant entre Soissons et Reims a pratiquement disparu. Il a littéralement fondu sous le feu des alliés. L'œuvre allemande des quatre derniers mois est réduite au néant.

C'est le troisième exploit du prince héritier. En 1914, il subit une sanglante défaite sur la Marne; en 1916 il échoue de manière pitoyable à Verdun et cette fois, c'est l'anéantissement des espoirs allemands pour l'année déjà fort avancée, la dernière où il pouvait compter sur le succès.

Non seulement ses troupes sont en retraite, mais la déroute s'étend jusqu'aux effectifs accumulés plus au nord, sous les ordres du prince de Bavière, atten-

dant l'arme au pied, l'écrasement des français pour déferler sur la ligne britannique et détruire en cette année 1918 la coalition de l'Entente.

Les fores allemandes sont acculées à une position pleine de périls. Amoindries par les emprunts du prince héritier dont les armées retraitent vers l'Aisne, elles ont du abandonner les positions qu'elles avaient choisies sur les rivières Avre et Ancre et près de Givenchy. L'offensive depuis longtemps préparée ayant fait long feu, ses réserves sensiblement diminuées, face à face avec des adversaires encouragés par la victoire et augmentant constamment par l'apport américain, le boche pourrait bien être forcé de refaire tous ses plans, raccourcir son front de l'ouest et se mettre sur la défensive pour un cinquième hiver.

Pour montrer jusqu'à quel point l'effet moral des victoires alliées a été profond, on peut signaler un article récent d'un journal allemand de Berlin la "Vossische Zeitung", qui ose parler, en termes couverts, il est vrai, d'une retraite possible jusqu'à la ligne de la Meuse. Cela vaudrait dire l'abandon du territoire français et d'une partie de la Belgique, car la Meuse, prenant sa source à 25 milles au sud de Neuf Chateau (Vosges) coule au nord par Verdun et traversant la frontière belge au sud de Dinant, tourne brusquement au Nord-est à Namur, passe par Liège et atteint la frontière hollandaise à Maestricht.

Cette prévision, marquée au coin du plus profond pessimisme est fortement extrémiste nous en conviendrons, mais elle n'est que la contre-partie des dépêches germanophiles de certaines agences soi-disant alliées, qui méconnaissent de parti-pris nos succès, s'efforçant de les réduire à leur plus simple expression et chaque jour, à côté de la vérité qu'elles ne peuvent cacher sans mentir, représentent la fuite des allemands hors du saillant de la Marne comme une retraite stratégique exécutée dans un ordre parfait. Et pourtant cette retraite par laquelle les Boches abandonnent plus de 200 villages, perdent plus de 40,000 prisonniers, au delà de 1000 canons et un ensemble de munitions et de mitrailleuses dont le total est véritablement "Kolossal", ne peut pas être, à coups de crayons et de dépêches, transformée en une tactique victorieuse.

Il faut évidemment se garder d'espérances extravagantes, mais on ne peut nier la logique des faits. Après Fismes, les Alliés s'accrochent à Braisne, tandis que par le nord-est de Soissons ils tendent la main vers Vailly au nord de l'Aisne. Encore plus au nord dans la région de Montdidier, les français sont établis

sur l'Avre au nord de Braches et du bois de Neuville. Le prince de Bavière esquisse lui aussi un mouvement de retraite.

Il n'y a pas à en douter, les choses s'annoncent fort mal pour les allemands. L'indécision qui a marqué les mouvements stratégiques de leurs armées depuis le mois de mars indique une oscillation toujours croissante de l'essoufflement causé par l'effort pour la concordance des opérations militaires avec l'exigence politique, de manière à ce que l'insuccès possible de celles-là ne nuise pas à l'intérêt dynastique.

A la suite de l'attaque de Mangin le 18 juillet, l'ennemi paraît incertain. Il s'écoule 36 heures avant son premier recul pour retraverser la Marne, aplanir le saillant et abandonner Château-Thierry. Les français sont-ils en force? Ont-ils de puissantes réserves? L'attaque de Mangin n'est-elle qu'une feinte? Il le croit évidemment, car au lieu de continuer sa retraite, il se reforme, appelle de nouvelles divisions et fait face au torrent allié. Il dispute chaque pouce de terrain. Pendant une semaine, il est à la contre-offensive. Puis le 27 il reprend sa retraite. Depuis cette date il recule systématiquement. Pétain, Mangin, Fayolle, Degoutte, Gouraud, lui assènent chacun des coups terribles. Les américains font des prodiges. L'ennemi, débordé, attaqué de tous les côtés, traverse la Vesle. Essaiera-t-il de s'y stabiliser, ou bien s'adressera-t-il à l'Aisne? La prochaine semaine va nous le dire. Car, malgré tous les efforts, la vérité commence à se faire jour parmi les allemands eux-mêmes. L'autriche, éreintée sur la Piave par l'Italie, esquisse une grimace de satisfaction en voyant le géant allemand, toujours confiant en sa force brutale, terrassé par le petit piou-piou français et la poignée d'Américains qui le seconde. Le malaise intérieur augmente chaque jour.

En France, on continue le nettoyage intérieur dont la progression fait bien augurer du succès final.

Malvy dont le procès vient de se terminer, a été condamné à cinq années de bannissement. Il ira en Suisse probablement pour être plus près de ses amis. Puis, ce sera le tour de Caillaux.

Après la punition du crime voici la récompense des loyaux services. Le général Foch, sur la proposition de Clémenceau est créé maréchal. Pétain est décoré de la médaille militaire. Le commandant de l'armée américaine, le général Pershing reçoit la grande croix de la Légion d'Honneur.

Paris est sauf et respire.

En Grande Bretagne les pacifistes ont repris l'offensive de paix. Cette fois, c'est l'ancien ministre des affaires étrangères, le marquis de Lansdowne, naguère gouverneur général du Canada, qui écrit à ses partisans pour la troisième fois depuis 18 mois. Cette dernière lettre ne propose pas de politique nouvelle. Elle renferme plutôt des critiques contre les alliés, parce qu'ils n'ont pas défini leurs buts de guerre avec plus

de précision et les exhorte à profiter de toute occasion qui se présente de discuter les conditions de paix.

Dans cette lettre du 31 juillet, il n'est question ni de la Belgique, ni de la Serbie, ni des atrocités commises en France, pas plus que de la guerre sous-marine ou du torpillage des vaisseaux hospitaliers.

On dit que le commentaire suivant résume bien l'opinion générale : la lettre n'est qu'un prolongement des déclarations antérieures de Lansdowne mais un prolongement qui ne conduit nulle part.

A cette lettre, le premier ministre, Lloyd-George a répondu le cinq août par un court message dont la note dominante est "Tenez bon".

C'est la réponse du combatif Lloyd-George au pusillanime et pacifiste Lansdowne. Le choix de la nation ne saurait être douteux.

"Tenir bon" c'est la devise actuelle des alliés. Il ne saurait en être autrement quand on considère combien les conditions mondiales subissent de fluctuations et jusqu'à quel point la ténacité et le courage finissent par triompher des circonstances les plus difficiles et les plus décourageantes.

On aurait cru il y a un mois, que l'emprise germanique en Orient était chose permanente; que la Russie était suffisamment morcelée pour ne plus offrir aucun obstacle à l'agrandissement des empires du Centre et à la formation du "Mittel Europa" dernier concept allemand d'hégémonie mondiale.

Or, voici que les bolchevics vont disparaître comme facteur de désorganisation et d'asservissement au Kaiser. Lenine s'en va à Berlin. Trottsky songe à quitter Moscou. Il a peur d'une réaction. Après le meurtre de l'allemand Mirbach vient l'assassinat du gouverneur allemand de l'Ukraine, Von Eichorn. Les tchécho-slovaques unis au cosaques gagnent chaque jour du terrain. Il semble que l'exécution de l'ex-tsar Nicolas à Ekaterimbourg doive servir de cause de ralliement à toutes les nuances de contre-révolutionnaires opposés à la tyrannie des bolchevics. Bientôt, l'Allemagne qui a besoin de toutes ses forces sur le front ouest devra reconstituer le front russe. Le Japon et les Etats-Unis ont décidé d'intervenir en Russie et des contingents alliés ont débarqué à Vladivostock. L'heure du sommeil paisible n'a pas encore sonné pour l'empereur Guillaume.

Sa flotte sous-marine continue ses horribles exécutions. Le 3 de ce mois, le transport ambulancier le "Warilda" portant 800 blessés et malades a été torpillé dans le voisinage d'une port britannique. Les pertes de vie sont estimées à 123.

Le 5 août au matin, le transport d'huile, le "Lux Blanca" a été coulé à fond, de ce côté-ci de l'Atlantique, de même que plusieurs goélettes de pêche en vue des côtes de la Nouvelle Ecosse.

La lutte se rapproche de nous. La ligne n'est plus dans les Flandres mais sur les côtes du Canada.

Le 7 août 1918

A. GOBEIL.



## Le Pape, la guerre et la paix



UN correspondant sérieux, dont nous citons les paroles à la "Tribune de nos lecteurs", nous demande si l'exposé très résumé du droit naturel chrétien touchant la guerre et la paix, que nous avons emprunté aux articles publiés dans les *Etudes* par le R. P. Chossat, est conforme aux doctrines et aux directions pacificatrices de Sa Sainteté Benoît XV.

Nous avouons n'avoir vu entre celles-ci et celui-là aucune opposition, et notre correspondant lui-même ne dit pas en avoir vu aucune. Bien sûr, les directeurs des *Etudes* et les reviseurs des articles du R. P. Chossat n'en ont pas vu davantage, pas plus que les journaux et revues catholiques dont aucun, à notre connaissance, n'a relevé la moindre dissonance entre cette doctrine et celle enseignée par le Souverain Pontife.

Cette seule réponse pourrait déjà suffire, et nous pourrions attendre en paix les critiques qui voudraient peut-être se faire jour quelque part, si notre correspondant était un adversaire belliqueux, avide d'engager une polémique. Mais notre "lecteur" désire simplement un supplément d'informations et nous croyons pouvoir et même devoir le lui fournir, en autant que nous en sommes capable.

Pour poser nettement la question, nous supposons que notre correspondant, lorsqu'il parle des doctrines et des directions du Pape, les entend telles qu'elles ont été exprimées par le Pape lui-même et non telles qu'elles ont été traduites et même exploitées, chez nous, en des articles plus ou moins oratoires et même déclamatoires.

Il y a en effet chez nous une école, un parti, que l'on pourrait parfois appeler une cabale, qui prétend avoir le monopole de comprendre, d'exposer et de suivre les directions du Souverain Pontife touchant la guerre et la paix, et qui, comme toutes les sectes, se montre d'un zèle foudroyant, d'une intransigeance pleine de superbe, contre tous ceux qui ne lui reconnaissent pas son monopole. Cette école qui traite de haut nos évêques, qui tantôt les injurie, tantôt leur fait la leçon et les gourmande, pour leur demander ensuite leurs approbations, cette école, est-il besoin de le dire, n'est pas pour nous l'interprète autorisée ni non plus l'interprète fidèle des doctrines et des directions du Souverain Pontife.

D'ailleurs, il suffit pour s'en convaincre, d'examiner ses productions au simple point de vue littéraire. Même chez ceux dont on serait en droit d'attendre le plus de calme et d'équité, on trouve une telle bile, de telles accumulations d'épithètes visant à blesser, qu'il est évident que le souci doctrinal, même

lorsqu'il s'affiche le plus hautement, est très mélangé de préoccupations et de passions belliqueuses où la paix entre les nations n'a pas plus de place que la paix entre les esprits et les citoyens de ce pays.

C'est déjà une inconvenance assez grave, excusée en partie par la passion, que de s'afficher en cet état d'âme excité, comme seul représentant de la pensée charitable et pacificatrice du Pape, que de vouloir continuer sa petite guerre de rancune ou d'ambition, sous l'étendard de la pacification pontificale. Mais cette inconvenance est encore de moindre conséquence—ceux-là seuls en souffrent qui en sont coupables—que la déformation que l'on a fait subir, pour mieux s'en servir, aux doctrines et aux directions émanant du chef de l'Eglise.

\* \* \*

Le grand sophisme de cette école, sophisme qu'un de nos évêques a dû signaler et dissiper, sophisme qui cause croyons-nous la vague inquiétude de notre correspondant, c'est que l'on tente d'identifier la situation *unique* du souverain Pontife, élevé au-dessus des nations en conflit comme des nations en paix, avec la situation *commune* des catholiques, sujets et citoyens des pays belligérants, obligés de combattre, pour soutenir la cause et l'existence de leur patrie, par tous les moyens honnêtes dont ils peuvent disposer.

Le Pape est un souverain; il n'est sujet d'aucun Etat; il n'a d'obligation d'obéissance envers aucun. Sa mission et sa fonction sont essentiellement internationales. Quand il prêche la paix il s'adresse également à tous les peuples, sans, de fait, du moins actuellement, prendre parti pour aucun ni contre aucun.

Mais lui seul, à cause précisément de son rôle spirituel international, est dans la situation de garder cette impartialité essentielle à son ministère.

Les catholiques, surtout ceux qui sont sujets ou citoyens des pays en guerre, ne peuvent pas, sans manquer à leurs devoirs envers leur patrie, se placer arbitrairement dans une telle impartialité internationale, pour donner ou refuser une égale bienveillance à leur pays et à ses ennemis. Les catholiques, chacun dans son pays, doivent à leur patrie respective obéissance et dévouement.

Un catholique, de quelque condition qu'il soit, qui, pendant que son pays est en guerre, affecte de donner une égale bienveillance à ses concitoyens et aux ennemis de son pays, qui a même plus d'injures et d'invectives contre son gouvernement que contre les ennemis de son pays, sous prétexte qu'il ne doit pas manquer de charité envers ceux-ci; un catholique qui

s'efforce d'entraver et de décourager l'effort militaire de son pays, sans rien faire, ne le pouvant d'ailleurs pas, pour décourager aussi l'effort des ennemis ; un catholique qui fait du pacifisme chez un seul côté des belligérants, celui de ses concitoyens, affaiblissant ainsi son pays au profit, fatalement, des ennemis, nous paraît un catholique qui s'abuse singulièrement sur son rôle et sur ses devoirs de citoyens. S'il a en outre la témérité de présenter cette singulière conduite de son anti-patriotisme comme répondant aux vues du Pape et même comme exigée par ses directions, il fait injure au Pape, peut-être par ignorance ou par passion, et compromet, plus ou moins gravement, selon son degré d'influence, l'action pacificatrice du souverain Pontife, avec laquelle il s'efforce audacieusement de solidariser sa coupable conduite.

Ces observations, que nous croyons fondamentales, sur les devoirs internationaux du Saint-Siège et sur les devoirs nationaux des citoyens catholiques dans chaque pays, expliquent la différence nécessaire qui existe et doit exister entre les efforts du Pape pour ramener la paix dans le monde et les efforts des citoyens pour ramener la paix d'abord dans leur propre pays et ensuite dans le monde. Elles expliquent comment, sans se différencier dans les principes, l'action du Cardinal Mercier n'est pas cependant la même dans son objet direct et immédiat que celle du Souverain Pontife; elles expliquent comment le Souverain Pontife, pour rester impartial n'émet que des vœux et n'énonce que des principes généraux, tandis qu'un théologien comme le R. P. Chossat, sans contredire en rien les instructions pontificales et en s'appuyant sur la même théologie dont s'inspire le Pape, en tire des conclusions et des applications en faveur de la cause qui est la sienne, celle de son pays. De ce que le Pape ne croit pas devoir dire de quel côté est la juste guerre, il ne s'en suit pas que personne ne puisse le voir et le dire, pourvu qu'il respecte la vérité des principes et des faits.

Il y a ainsi, forcément, non pas une contradiction, il ne doit pas y en avoir, mais une différence entre les justes appels du Pape pour la paix du monde, et les justes appels d'un théologien défendant la juste cause de sa patrie injustement attaquée. La paix que celui-ci désire aussi, il peut ouvertement la désirer et même la demander, en l'associant à la victoire de son pays, à laquelle il peut et doit concourir par tous les justes moyens à sa disposition.

Et c'est un juste moyen, que personne ne peut condamner, que de montrer aux neutres, à ses concitoyens et aux ennemis eux-mêmes que la cause de sa patrie a pour elle le bon droit, de montrer aussi, en respectant la stricte vérité, que les ennemis de son pays sont barbares dans leurs principes, dans leurs procédés, dans leurs buts de guerre. Ce n'est pas un mal, dans une juste guerre, que d'animer et de soutenir le courage des combattants et des gouvernants, et

ce n'est pas là se mettre en opposition avec les intentions du Souverain Pontife, pourvu que l'on combatte, en restant dans les limites du vrai et de l'honnêteté, pour une juste paix, pour obtenir les justes réparations qui ne peuvent être autrement obtenues.

Quand le Pape a prêché la paix, il n'a pas ordonné aux soldats de déposer les armes, pas plus qu'il n'a ordonné aux gouvernements de cesser les préparatifs de leur juste défense; il n'a pas davantage conseillé à ses représentants autorisés, les évêques, auxquels il a demandé des prières, de commencer chacun dans leur pays, à l'encontre ou à l'insu des gouvernements, une campagne de pacifisme et de désarmement. On peut, quoi qu'en ait dit un politicien que ses précepteurs auraient dû mieux instruire, demander sincèrement la paix à Dieu et la vouloir, tout en continuant de combattre avec tout son courage et par tous les moyens légitimes dont on peut disposer.

De ce chef, il semble donc bien facile à voir qu'il n'y a pas de contradiction entre le Pape demandant la paix et les *Etudes* des Pères Jésuites s'efforçant de démontrer que la paix dans la justice, que réclame le Pape, c'est celle qu'obtiendra la victoire de la France et de ses Alliés sur leurs injustes agresseurs. L'écrivain des *Etudes* dit plus que le Pape ne dit et ne pouvait dire, mais il ne le contredit en rien.

\* \* \*

Mais les politiciens pacifistes élèvent ici un nouveau sophisme, et, de ce que le Pape ne s'est pas prononcé sur la question de justice en faveur de l'un ou de l'autre groupe des belligérants, ils tiennent que cette question de la justice est impossible à résoudre et qu'il faut envisager la guerre comme si les droits étaient bien réellement équivalents des deux côtés.

Après avoir prétendu que l'impartialité du Pape exige la neutralité des catholiques, au moins de ceux qui ne portent pas les armes, ils poussent plus loin l'absurdité en prétendant—car ils l'ont prétendu bien explicitement—que le silence du Pape sur la question de la juste ou de l'injuste guerre, oblige les catholiques à garder eux aussi le silence sur la même question, et à considérer que leur patrie, par exemple la France, l'Angleterre, la Belgique, n'a pas une plus juste cause à défendre dans cette guerre, que l'Allemagne et ses alliés.

De fait, parcourez les écrits de cette école, les écrits de ses journalistes de profession et de ses journalistes d'occasion; ils ne se prononcent pas sur la justice de notre cause ni sur l'injustice de la cause allemande. Ils professent que cette question est insoluble et si quelqu'un, qui n'est pas de cette école, ose affirmer le bon droit de notre cause et la barbarie de l'Allemagne, aussitôt il est classé comme "plus passionné que chrétien", comme faisant une "campagne sournoise contre le Pape", comme coupable d'une "véritable trahison à l'endroit de la Papauté". Rien que cela, même si l'on écrit dans un journal publié sous

la direction de l'autorité ecclésiastique, si l'on a osé ne pas accepter comme l'interprète authentique des directions pontificales un journaliste adulé, qui a la permission d'insulter tous nos évêques, sans que les théologiens à son service osent seulement le rappeler à la décence.

Cette prétention sophistique d'interdire aux catholiques de dirimer d'après des informations et des principes sûrs la question du droit engagé dans cette guerre, sous prétexte que le Pape ne l'a pas tranchée, est aussi fausse et aussi funeste que celle d'en faire des neutres d'esprit et de cœur dans leur patrie en guerre. Elle placerait les catholiques dans un état d'infériorité intellectuelle vis-à-vis de leurs compatriotes qui peuvent très facilement parfois distinguer de quel côté est le droit, comme l'a fait le R. P. Chossat et comme l'ont fait aussi, dans notre pays même, tous ceux qui n'ont pas subi de dépression cérébrale et ont gardé intacte, avec la notion claire des principes, leur faculté d'observer et de juger.

Cette prétention attribuée ainsi au Souverain Pontife une juridiction exclusive, qu'il ne demande pas, qui l'exposerait à des préventions dangereuses, en le faisant pratiquement le *seul* juge compétent pour les catholiques d'une question de droit international.

Certes, il est compétent, et à un degré supérieur, mais d'autres le sont aussi, chacun suivant son degré de savoir.

Combien a été et reste différente la conduite du Saint-Siège qui, en adressant son appel pacifique aux gouvernants des nations en guerre, laissait à ceux-ci d'examiner, "de préciser et de compléter" les propositions qu'il leur présentait, les supposant bien capables de voir, eux aussi, de quel côté sont, en vérité, le droit et la justice.

\* \* \*

C'est encore un autre sophisme de cette école, qui s'arroge le monopole de la science et de l'obéissance au Pape, de vouloir substituer à l'action des gouvernements, auxquels le Souverain Pontife s'adressait principalement—car seuls ils sont en état de pourvoir prudemment et pratiquement à la réalisation de ses vœux pacificateurs—l'action des particuliers des foules devant prendre l'initiative d'imposer leurs vues à leur gouvernements; en d'autres termes, de substituer un mouvement pacifiste, encourageant les ennemis, à une action pacificatrice ordonnée; de soudoyer ainsi un mouvement révolutionnaire, sous couleur d'obéir aux conseils du Pape et de travailler au bien de la paix.

Cette proposition de créer un organisme en dehors et au-dessus des gouvernements réguliers, pour lier ceux-ci, n'est-ce pas un appel à peine dissimulé à l'usurpation des pouvoirs souverains de chaque Etat, un appel à une révolution radicale?

Bien entendu ceux qui ont fabriqué ces sophismes, et d'autres que nous aurons à examiner, comme ceux qui

en nourrissent leur esprit, seront tentés de trouver une opposition et même une contradiction entre la doctrine du Pape et les articles des *Etudes*, mais cette opposition, ils sont bien incapables de démontrer en quoi elle consiste et sur quels points elle porte. Elle reste dans le domaine de leur imagination, sans pouvoir être vérifiée dans les textes où il faudrait la montrer pour prouver qu'elle existe.

C'est comme cette triste algarade qui passa un jour par inadvertance dans la *Voix de la Jeunesse catholique*, et que l'*Événement* dénonça sans pouvoir obtenir aucune honnête explication, contre des catholiques journalistes de notre pays, accusés, sans preuve, ni précision, ni vérité, de trahir la Papauté, de s'être évertués à fausser la parole du Pape, à la tromper et à l'amoindrir.

Oh! rhétorique déclamatoire, que de vilénies et de mensonges tu abrites parfois sous tes phrases à effets!

Mais ces procédés portent heureusement avec eux leur propre témoignage d'impuissance, et c'est à cette impuissance que se réduiront d'eux-mêmes ceux qui voudront trouver une opposition entre les vœux du Pape pour la paix et les revendications du droit naturel chrétien touchant la guerre et la paix, telles qu'exposées dans les articles des *Etudes* que nous avons analysés.

Au reste, il ne faut pas être surpris si des gens qui en sont arrivés, par aberration mentale, à ce point de neutralité antipatriotique de ne pas pouvoir ni vouloir prier pour la victoire de leur pays, mais qui croient pouvoir ne désirer qu'une paix quelconque, et qui en agissent ainsi, disent-ils, pour obéir au pape; des gens qui croient qu'on désobéit au Souverain Pontife et qu'on le trahit probablement, quand on souhaite la victoire de nos armes et qu'on la demande à Dieu, il ne faut pas être surpris que de telles gens trouvent une opposition entre ce qu'ils se figurent être les directions du Pape et la doctrine pourtant très théologique et bien traditionnelle enseignée par le R. P. Chossat.

Nous arrêtons ici ces explications et observations. Nous n'avons voulu signaler, pour aujourd'hui, que quelques points sommaires que nous croyons fondamentaux. Ces points élucidés, il est facile de voir que les oppositions que certains publicistes trop partisans ou trop aveuglés par des passions qui n'ont rien de doctrinal, ont voulu voir au voudront voir encore entre les directions du Souverain Pontife et l'attitude combative d'écrivains catholiques défendant la cause de leur pays, il est facile de voir que ces oppositions, dont ils se scandalisent avec satisfaction en sortant tout le trémolo de leur indignation n'existent que dans l'imagination trop atrabilaire de ceux qui ont le goût de les inventer.

C'est ce que nous verrons prochainement, en entrant dans quelques détails.

J.-A. LANDER.

Au 5 Août.

## ROME

—Le Saint-Père a reçu le jour de sa fête patronale, les hommages empressés de la Cour Romaine. Mgr Nicholas, évêque de Duluth, se trouvant à Rome, est allé le saluer au nom des fidèles de l'Amérique. Mgr Nicholas se trouve être le plus jeune évêque américain.

—Le ministre de Portugal près le Vatican sera le capitaine Don José Félician da Costa, ancien ministre des Travaux Publics à Lisbonne. Le nonce à Madrid, Mgr Ragonesi, lors de sa mission dans la capitale portugaise, a pu notifier le gouvernement de l'acceptation par le Saint-Siège du choix effectué.

—Deux cent mille veuves de guerre françaises, représentées par des déléguées appartenant à la vieille noblesse, ont demandé, le 31, au Saint-Père son assistance et ses bénédictions en faveur de leurs enfants orphelins. Sa Sainteté Benoît XV a déjà reçu de ces femmes héroïques l'expression écrite de leur inaltérable dévouement. Son cœur de Père y a répondu comme a montré que savait le faire le Pape des orphelins et des prisonniers.

## QUEBEC

—S. H. le juge Déry a transmis au maire le rapport qu'il a préparé sur l'enquête municipale instituée en janvier, touchant l'administration des deux dernières années. Le contenu n'en a été révélé que vendredi soir, au Conseil.

## CANADA

—Dimanche, le 4 août, quatrième anniversaire de l'entrée en guerre des Alliés, *Jour du Souvenir*, en France, en Grande-Bretagne, en Italie, au Canada, au Japon et en Chine.

Oui, il sera bon de se souvenir du péril formidable qu'a été l'agression allemande, et nul doute que le danger commun aura montré aux glorieux Alliés d'aujourd'hui la nécessité de prolonger leur alliance par delà la guerre.

—S. G. Mgr Forbes n'ira pas en Europe, comme évêque-délégué des aumôniers catholiques de langue française dans l'armée canadienne. On parle maintenant de S. G. Mgr Gauthier, Auxiliaire de Montréal.

—Réélection de Mgr Emile Roy à la présidence du Bureau central des Ecoles catholiques de Montréal. Mgr s'est heureusement remis d'une indisposition récente.

—La Révérende Mère Catherine Drexel, fondatrice et supérieure générale des Sœurs du Très-Saint-Sacrement, est à Montréal, pour recruter des vocations à sa communauté, qui se consacre exclusivement à l'apostolat parmi les nègres et les Indiens des Etats-Unis.

## LES FAITS DE LA SEMAINE

Déjà un grand nombre de Canadiennes ont embrassé l'apostolat des missions à l'étranger. Il y en a en Chine, il y en a au Japon et en Afrique, sans compter les innombrables

vocations mises à profit aux Etats-Unis et au Canada. Que nos jeunes filles canadiennes-françaises, à cet appel nouveau, se souviennent que nous sommes tous les fils de la France apôtre et de la Nouvelle-France missionnaire !

—La grève des facteurs prend du temps à se régler. C'est dans l'Ouest qu'elle paraît le plus tenace. On est cependant retourné à l'ouvrage à Winnipeg, après que M. Crothers, ministre du Travail, eut offert une augmentation de salaires et une enquête par la Commission du Service Civil.

Contre toute raison, une grève de sympathie a été déclarée à Saskatoon par des employés de chemins de fer et le Congrès des Métiers et du Travail songerait à brandir l'épouvantail d'une grève générale.

—M. C.-E. Bonin est remplacé au Consulat français à Montréal par M. A.-H. Ponsot, du Service consulaire, chef du Secrétariat de la Direction des Affaires politiques et commerciales et du Bureau des écoles au Ministère des Affaires étrangères.

—Ratification du traité passé entre le Canada, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis concernant le service militaire. Après une certaine date, le 29 septembre pour les sujets anglais, les sujets d'un pays résidant dans l'autre seront enrôlés dans le pays de résidence.

—Convention à Toronto de l'Association des Vétérans de la Grande Guerre. On décide de n'admettre que ceux qui auront fait du service outremer. M. Robinson, sous-ministre du département du Rétablissement des soldats dans la vie civile, relate les soins donnés à la rééducation des blessés de la guerre.

—Revenu de sa longue captivité en Allemagne, grâce à l'intervention du Saint-Siège sollicitée par S.-E. le Cardinal Bégin, grâce aussi à l'intervention du gouvernement britannique, qui veut bien donner la liberté à un de Buelow en échange de la libération du Dr Béland, celui arrive au Canada au milieu de la joie universelle de tous ses concitoyens qui lui font fête, spécialement dans son comté de Beauce.

L'ancien ministre du Cabinet Laurier rend un chaleureux hommage aux Canadiens qui sont allés combattre avec les Alliés pour la justice et la liberté, et il encourage ses compatriotes, dont quelques-uns lui semblent avoir été trompés par de fausses représentations, à faire tous, tout leur devoir pour la cause sacrée qui est la nôtre et qui doit triompher coûte que coûte.

—Le gouvernement du Canada émet une proclamation accordant l'amnistie à tous les soldats, conscrits et jeunes gens appelés au service militaire

qui se sont dérobés à leur devoir, à condition qu'ils y reviennent d'ici au 24 août inclusivement. Passé cette date, ils seront passibles des sanctions sévères de la loi que le gouvernement est décidé à leur infliger. Espérons, avec tous les organes de la saine opinion, que cette voix sera entendue et qu'elle aura plus d'influence que les conseils criminels qui ont égaré bien dangereusement quelques-uns de nos jeunes compatriotes.

—Le Premier Ministre du Canada adresse un message aux troupes canadiennes les assurant que nous sommes tous avec eux, qui gardent nos destinées sur les lignes de défense, et que nous persisterons dans la résolution de faire tous nos efforts et de consentir tous les sacrifices, pour arriver au but sacré du maintien de nos droits et de nos légitimes libertés.

—Un sous-marin allemand opère dans la baie de Fundy contre des bateaux de pêche et contre une goëlette.

## ETATS-UNIS

—Les télégraphes et les téléphones sont, depuis le 1er août, sous le contrôle du Maître général des Postes, M. Burlison.

—Nouvelles avances de 100 millions à la France, de 9 millions à la Belgique et de 3 millions à la Serbie. Cela fait \$6,392,040,000 que la bourse du riche oncle Sam déverse dans les goussets des Alliés. Et, pendant ce temps, l'oncle Sam en personne aide magnifiquement à repousser le boche de la Marne à l'Ourcq !

## ANGLETERRE

—Fort heureusement, les grévistes des fabriques de munitions à Birmingham et Coventry se sont réconciliés avec la raison nationale et sont retournés à leurs outils.

—Nouveau crédits de guerre de 700 millions de livres sterling, pour d'hui à octobre. On calcule que l'Angleterre dépense de ce chef, \$34,930,000 par jour, ou \$1,455,000 par heure, et tout près de \$25,000 par minute. La dette nationale du Royaume-Uni est montée de \$3,225,000,000 à \$39,900,000,000.

C'est un denier fabuleux. Où donc l'Angleterre met-elle tout cet argent, s'il est vrai, comme le veut une insinuation anglophobe, qu'elle ne ferait sa part qu'en rechignant !

—Au nom des Dominions, Sir Robert Borden a présenté une adresse de fidélité au Roi, au trône "symbole visible de l'unité" impériale. Sa Majesté a répondu longuement, et fait ressortir "la grande cause, la cause de la liberté et de la justice, du progrès pacifique", pour laquelle nous combattons.

—D'après le dernier résumé des travaux de la Conférence impériale, on s'y est occupé de la démobilisation, des ressources en pétrole de l'Empire, de la naturalisation des aubains ennemis, de la question

indoue (les Indous pourront voyager dans les autres pays britanniques, mais dans un but de commerce ou d'études seulement), du projet d'une Cour d'Appel impériale, des matières premières industrielles dans l'Empire, et du transport.

Parlant à un lunch donné en son honneur, sir Robert Borden s'est déclaré satisfait des résultats importants de la Conférence. Il a insisté sur l'autonomie des Dominions.

—Condamnation à de fortes amendes de Sir Joseph Jonas, ancien lord-maire de Sheffield, et de Charles-Alfred Vernon, ancien employé au ministère des munitions, trouvés coupables d'avoir communiqué des renseignements à l'ennemi.

—Nouvelle lettre de lord Lansdowne sur la paix. Au gré de l'auteur, les Alliés n'auraient pas assez défini leurs buts de guerre, ils devraient accueillir les offres de conversation de l'Allemagne... Lord Lansdowne est obligé d'avouer cependant: "Plutôt que d'accepter une paix deshonorable, nous sommes tous prêts à combattre jusqu'au bout."

## IRLANDE

—Rejet de la motion Dillon, à la Chambre des Communes, par un vote de 245 à 106.

M. Dillon aurait voulu que le règlement de la question d'Irlande fût référé au président Wilson. M. Edward Shortt, secrétaire d'Etat pour l'Irlande a prononcé un discours modéré. M. Asquith a objecté, avec raison, que la proposition du chef nationaliste équivalait à une abdication devant "un pays étranger quoique ami."

—Fin de la mission parmi les Irlandais des Etats-Unis de M. T. P. O'Connor, député et l'un des chefs nationalistes d'Irlande.

## FRANCE

—Continuation du procès Malvy. Témoignages des anciens présidents du Conseil, Viviani, Ribot et Painlevé, lesquels, évidemment, n'ont pas incriminé leur ancien collègue tout-puissant. Témoignages de Leymarie, ancien chef de cabinet du ministre de l'Intérieur et condamné avec la bande du *Bonnet Rouge*, et d'une femme, Madame LeBrun, à qui un lieutenant allemand déclara un jour: "Nous avons dans le gouvernement français une personne qui nous a longtemps appartenu."

Malvy trouvé coupable de relations avec les ennemis, est condamné à cinq ans d'exil. (Dernière heure.)

—Les socialistes français dirigés par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, ne sont pas contents eux non plus, des buts de guerre alliés, et notamment de la France. Ils demandent qu'on se jette immédiatement dans le panneau d'une ligue des nations et veulent tenir un congrès socialiste international. Ils protestent même contre l'intervention alliée en Russie.

—Le courrier français apporte la nouvelle de la mort de Mgr Vie, évêque de Monaco, et du docteur Grasset, de Montpellier, l'une des célébrités médicales de France.

—De solennelles cérémonies religieuses ont eu lieu dimanche pour demander à Dieu la victoire avec les autres bénédictions divines pour la France et pour ses Alliés. Cette cérémonie a été particulièrement imposante à Notre-Dame de Paris où, sur l'invitation particulière de S. E. le Cardinal Archevêque, les autorités civiles et militaires se sont fait représenter.

## RUSSIE

La grosse nouvelle est l'assassinat du dictateur allemand en Ukraine, von Eichhorn, et du capitaine adjudant von Dressler. Après Moscou, Kief. L'assassin se nomme Boris Dankio. C'est un agent des socialistes révolutionnaires de gauche installés à Moscou même.

Arrestation auparavant des deux anciens ministres Peshura et Porsch, accusés de conspiration contre l'hetman.

Une autre nouvelle dit que l'Ukraine consentirait à céder la Bessarabie à la Roumanie.

—Congrès monarchique à Kief. On voudrait rétablir le régime impérial, avec le grand-duc Nicolaievitch.

—Prêt japonais de 50,000,000 de louis à la Sibérie. L'intervention militaire du Japon ne paraît pas définitivement réglée.

—“La restauration politique et économique de la Russie sans ingérence d'aucune sorte à l'intérieur du

pays” et “l'expulsion de l'ennemi du sol de la Russie”, telle aurait été la réponse au gouvernement sibérien priant l'Angleterre de définir ses intentions au sujet de la Russie.

## CHEZ NOS ENNEMIS

—Bruits sérieux de tension entre l'Allemagne et la Turquie. Sujet : jalousie ottomane contre la Bulgarie au sujet du partage de la Dobroudja; ambitions turques du côté du Caucase et de la Mer Noire; coup de force de l'Allemagne s'appropriant le croiseur *Hamidieh*.

Au vrai, il y a un certain temps que sont commencées ces rivalités.

—Décès de l'ambassadeur turc à Berlin, Hakky Pacha.

—L'incident Lichnowsky a des suites. Le capitaine Von Boerfelde, ami et sous-ordre du prince, y va à son tour d'un mémoire qu'il adresse au Reichstag, demandant avec indignation au gouvernement de punir Bethmann-Hollweg et ceux qui dirigeaient la politique allemande en 1914.

—Le nouveau premier ministre austro-hongrois von Hussarek s'empresse d'adhérer en paroles au resserrement de l'union austro-allemande, à la *Mittel-europa*, et de rejeter toute malice sur les Alliés... Evidemment !

Par contre, protestations de la ligue tchèque, par la voix du député Stanek, contre l'Allemagne impérialiste, et dépôt d'une résolution préconisant la paix immédiate sans annexions ni indemnités.



## Echos et Commentaires



### Les Américains

Les Américains sont les héros du jour.

Bouchavesnes, écrit, dans *Oui*.

*Il y a un an, le général Pershing débarquait en France et, dans le cimetière de Picpus, s'écriait : "La Fayette, nous voilà !"*

*Aujourd'hui, ils sont 700,000 auxquels est échue la mission de se battre devant Paris. Pour l'avoir mis en cause et en péril, Hindenburg aura débainé en Amérique un formidable élan, devant lequel l'armée allemande risque de se trouver affaiblie et essouffée.*

*Voilà l'avenir qu'il faut regarder, les journées qu'il faut deviner par delà les communiqués.*

*...Faisons de l'armée américaine une armée de manœuvre et de choc. Par leur attitude au feu, les premières*

*troupes de cette armée font victorieusement la preuve que ce n'est pas trop demander à nos amis d'Amérique.*

*Excelsior cite un trait de la solidarité dans le combat des troupes franco-américaines.*

*La vague allemande déferlait sur tout le front d'attaque, tout en accentuant sa poussée vers Châtea-Thierry; alors s'organisait cette admirable défensive de la ville de la Fontaine. Les divisions, choisies parmi nos meilleures unités, déployaient leurs lignes de combattants au sud de Oulchy-le-Château, de Fère-en-Tardenois, et, tenaces, s'accrochaient à l'ennemi, qui devait payer très cher chaque mètre de terrain. On ne pouvait encore endiguer le flot envahisseur, mais notre résistance de plus en plus ardente, en réduisait chaque jour les ravages.*

*Pourtant, dans la nuit du 1<sup>er</sup> juin, après deux*



jours de combats incessants et de luttas pied à pied, la situation, si elle permettait tous les espoirs, ne cessait pas d'être dure. L'ennemi poussait en force. Un régiment de la division qui s'était couverte de gloire à l'Hartmannswillers défendait aprement les passages du Clignon. Un groupe de chasseurs à pied, magnifiques soldats de Verdun, repoussaient à coups de fusil de violentes attaques allemandes. Un autre régiment d'infanterie, composée en grande partie de gars du Bugey, défendait pied à pied Hautevesnes, après avoir couvert de cadavres allemands la cote 172 et le signal d'Orme. C'est au matin du 6 juin que le colonel de ce dernier régiment reçut la visite d'un général américain qui venait s'informer de la situation. Notre résistance sur ce point se fixait entre le moulin de Gandeli et Belleau, en passant par Bussiares et Corcy. Ainsi se constituait rapidement l'ossature d'une position qui devait bientôt nous permettre d'attaquer à notre tour et de réagir.

Le colonel français, dont le régiment tenait merveilleusement, émit pourtant quelques craintes sur la gauche de son groupement, et plus particulièrement pour le ravin à l'ouest de Veully dans lequel on avait dû prélever des troupes.

Le général américain répondit simplement que, devançant l'heure de son entrée en ligne, il mettait un bataillon de ses fusilliers marins, unité d'élite, à la disposition du groupement. Ce bataillon fut aussitôt poussé vers Plémont, et son chef vint prendre les ordres du colonel français pour son emplacement.

### La tradition de Bismark

Un pénétrant article de M. Paul Gault met en lumière, dans le FIGARO, la méthode avec laquelle Bismark sut jouer des divisions politiques de la France après la chute de l'empire. Dès le 20 septembre 1870, un patriote, G. Rothan pouvait écrire ces lignes prophétiques à la délégation de Tours ;

*La révolution joue un rôle de plus en plus important dans les combinaisons militaires et politiques de la Prusse. Elle s'en sert pour nous diviser, nous paralyser à l'intérieur et pour nous discréditer au dehors.*

A l'égard de l'Alsace, Bismark attendait le meilleur effet pour son compte de la propagande révolutionnaire. Rothan écrivait encore :

*On se flatte, à tort bien certainement, qu'une réaction s'opérera dans le sentiment de ces populations, si éminemment françaises, lorsqu'elles verront la révolution se généraliser. On s'imagine que l'instinct de la conservation l'emportera sur les sympathies, et que, pour échapper à l'anarchie, elles subiront avec résignation, la situation qui leur sera faite dans le futur empire germanique.*

Enfin, Bismark lui-même, se chargeait de confirmer ces prévisions d'un patriote clairvoyant ; il écrivait, à la date du 20 décembre 1870 ;

*Je crois que désormais la France, déjà divisée en partis, se brisera en morceaux. Chaque province a ses opinions... Il peut arriver que chaque partie du terri-*

*toire français se donne un gouvernement de son choix. Tel fut le sort de la Palestine sous ses tétrarques.*

Par bonheur, l'unité française, si bien faite au cours de dix siècles, était solide. Tandis qu'en Russie...

M. Gault cite ensuite fort opportunément deux textes d'Albert Sorel, montrant dans son *Histoire diplomatique de la guerre de 1870*, les négociateurs français hésitants et aveugles, Favre espérant s'en tirer avec une Alsace neutralisée, Thiers espérant conclure au prix de l'Alsace et de deux milliards, tandis que chez l'ennemi :

*M. de Bismark avait intérêt à entourer jusqu'à la dernière heure ses véritables intentions du plus profond mystère. En les révélant avant que la France fût obligée de les subir, il pouvait craindre qu'en Europe on ne les trouvât exagérées.*

Et plus loin :

*Sa tactique était de nous engager dans une négociation, persuadé qu'une fois que nous aurions déposé les armes, nous ne les reprendrions plus.*

Ceux qui poussent aujourd'hui à l'ouverture prématurée des négociations, à la reprise des contacts sous toutes les formes, sont donc dans la fine tradition bismarkienne. De la part des chefs boches, c'est logique. De la part d'hommes nés en France, ou y résidant, c'est moins admissible.

L'Action Française

### Sages conseils

A lire et à méditer cette fin d'un article du général Cherfils.

*"Le gouvernement actuel est plein de sagesse. Mais il ne faut pas qu'à côté de lui, soit dans les milieux parlementaires, soit dans l'opinion publique, des impatiences se manifestent, qui pourraient troubler sa sérénité. Ne réclamons pas que notre offensive se déclenche aussitôt que nous aurons avec le Boche une égalité d'effectifs qui ne suffit pas. N'exigeons pas davantage que Paris soit vengé par des représailles immédiates. Clemenceau et Foch ont, plus que nous, le souci des justes représailles. On peut penser que nos avions ont un travail de destruction plus urgent à faire, en troublant les préparatifs de l'offensive ennemie et en démolissant ses moyens. Les représailles seront faites à notre heure, en très grand, comme doit l'être aussi une offensive qui veut être sûre de la victoire décisive.*

Que les impatients relisent cette page de J. Colin, tué glorieusement, comme général, à Salonique. Son livre *Les "Transformations de la Guerre"* écrit en 1911, pendant son professorat à l'École de guerre, a la rare fortune de rester vrai et d'avoir été prophétique.

*"Ce n'est pas seulement l'intervention des gouvernements qu'il faut craindre, mais surtout celle du peuple. Elle est due à des passions irréflechies et, par suite, le plus souvent déraisonnables. Elle impose des batailles intempestives et des capitulations honteuses.*

"La populace des grandes capitales, nombreuse et passionné, envoie les armées à leur perte, et surtout c'est en son nom qu'on envoie les armées à leur perte; qu'on oblige un Napoléon III à demeurer à la frontière avec 240,000 hommes contre 500,000; qu'on force Mac-Mabon à se jeter dans le gouffre. ...

"Loin de les provoquer et de les exploiter, le devoir des autorités politiques est de calmer et, au besoin, de réprimer les mouvements populaires. La guerre une fois entamée, le général, investi du commandement et possédant la confiance de la nation doit agir en toute liberté. Le gouvernement doit non seulement respecter mais assurer cette liberté de l'action militaire.

"Ce n'est pas en intervenant dans les opérations de guerre, mais en poursuivant parallèlement les opérations politiques qu'il bâte le succès.

"Plus les armées sont à l'étroit dans les théâtres d'opérations, plus les manœuvres décisives sont difficiles, et plus les grands résultats peuvent être dus à des interventions, "à des renversements d'alliance. L'action diplomatique a plus d'importance que jamais".

La douloureuse bistoire de la défection russe est dans ces dernières lignes.

Général CHERFILS.

L'Echo de Paris

### La société des nations et les neutres

Le 5 juin, M. Calonder, président de la Confédération helvétique, prononçait devant le Conseil national les paroles suivantes : "Le Conseil fédéral accorde toute son attention à la préparation Société des Nations. Rien ne doit être négligé de ce qui doit conduire à ce but."

Après un si bel exorde, sait-on ce qu'à ajouté le président Calonder ? "Rien ne devant être négligé" pour réaliser un monde harmonieux et juste. "le Conseil fédéral a chargé le professeur Huber de présenter un mémoire qui sera soumis à une commission d'experts."

Le célèbre railleur genevois Topfer se serait plu à opposer à Ludendorff le professeur Huber, la commission, le mémoire et la farouche résolution du Conseil fédéral. Quant aux experts en société des nations quand ils seront réunis, ils reconnaîtront sans doute que tout le mal vient de la puissance militaire de l'Allemagne, laquelle dérive de sa puissance politique. D'où la conclusion que la Société des Nations présuppose une Allemagne vaincue et un usage judicieux et rationnel de la victoire. C'est ce qu'a parfaitement compris le président Wilson. Le président Calonder est-il disposé à suivre son exemple ?

Les Etats neutres seraient heureux que la guerre tournât de telle sorte qu'elle leur apportât une protection effective contre le péril allemand. Ces jours-ci, M. Edgard Milhaud a rapproché des déclarations de M. Calonder à Berne celles de M. Cort von der Linden à la Haye. La Hollande et la Suisse ont assez souffert du voisinage d'une grande Allemagne pour

aspirer à une organisation européenne qui les défendrait contre les menaces et des chantages perpétuels. Et la Suisse se rappelle sans doute que la Sainte Alliance, de 1815 — qui était une Société des Nations fondée sur l'exclusion de l'unité allemande — avait posé les bases de sa neutralité.

La guerre serait un fiasco si elle se terminait pour les Alliés, même victorieux, autrement que par un système d'équilibre et de garanties renouvelé des traités de Westphalie et de Vienne. C'est à cet éternel besoin de l'Europe que le désir, la nostalgie, l'obscur regret des démocraties contemporaines donnent le nom de Société des Nations. Peu importe le mot. Peu importent même les formes que prendra la chose et qui, on peut en être certain, ne ressembleront à aucun degré à l'idée naïve que s'en fait le messianisme démocratique. Mais pour avoir la chose, il faut en vouloir les conditions aussi énergiquement que les veut le président Wilson et avec les mêmes moyens. Il faut faire la guerre à la guerre allemande. M. Calonder et M. Cort von der Linden n'ont pas encore l'air de s'en douter. Nous ne supposons pas, toutefois, qu'ils s'imaginent une Société des Nations, où l'Empire allemand entrerait tel qu'il est—pour la manger.—

J. B. (Jacques Bainville.)

L'Action Française.

## TRIBUNE DE NOS LECTEURS

Monsieur J. A. LANDER,

"La Vie Canadienne"

Monsieur,

J'ai lu attentivement, et même relu en partie, les trois articles où vous avez analysé et cité l'étude du R. P. Chossat : "la guerre et la paix d'après le droit naturel chrétien". Je ne trouve rien à y reprendre; je trouve, au contraire, ce travail très complet, très fouillé, comme on dit aujourd'hui. Il y a là des points de vue qui n'avaient pas encore été signalés chez nous. Mais je me demande si ces vues et cette doctrine, que vous avez exposés, correspondent bien aux vues du Souverain Pontife, et je vous communique, non pas mon inquiétude, mais ma question, que d'autres se sont aussi posées, à ce qu'il me paraît.

Votre bien dévoué et respectueux serviteur.

E. B.

### AVIS AU LECTEUR

L'abondance des matières nous oblige à remettre à la semaine prochaine la deuxième partie du conte de Jean Lander, "Jeanne et Lucie".



## Pourquoi vous devez employer nos Bardeaux d'Amiante

PARCE qu'ils constituent un placement d'une nature permanente.

PARCE qu'ils sont entièrement à l'épreuve du feu, de la gelée et des autres éléments.

PARCE qu'ils coûtent meilleur marché que la tôle, qu'ils ne nécessitent pas de réparation, qu'ils n'ont jamais besoin de peinture.

PARCE qu'ils s'améliorent en vieillissant.

PARCE qu'ils sont INDESTRUCTIBLES



Avant de faire le choix d'une couverture, demandez nos Catalogues et nos Echantillons.

### La Cie Manufacturière d'Amiante

78, rue St-Pierre, - Québec.

# BIENTOT !

P  
O  
U  
R  
S'  
I  
N  
S  
T  
R  
U  
I  
R  
E



P  
O  
U  
R  
S  
E  
R  
E  
C  
R  
É  
E  
R

Le plus grand rendez-vous de la province

# BIENVENUE !